



BULLETIN D'ANALYSE

Régions rurales et petites villes du Canada



Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada
Vol. 3, n° 4 (décembre 2001)

N° 21-006-XIF au catalogue

SITUATION DE L'EMPLOI DANS LES RÉGIONS RURALES ET PETITES VILLES DU CANADA—MISE À JOUR JUSQU'EN 2000

Neil Rothwell, Statistique Canada

FAITS SAILLANTS

- ◆ Les régions rurales et petites villes des provinces de l'Atlantique et du Québec affichent des taux d'emploi plus faibles et des taux de chômage plus élevés que la moyenne canadienne enregistrée dans les régions rurales et petites villes, alors que c'est l'inverse dans les provinces de l'Ouest et l'Ontario. Toutefois, cet écart entre les provinces semble s'amenuiser.
- ◆ Les jeunes femmes des régions rurales et des petites villes affichent des taux d'activité sensiblement plus faibles et des taux d'emploi moindres que les jeunes femmes des grands centres urbains et les jeunes hommes des deux types de région.
- ◆ Les taux de chômage des jeunes femmes des régions rurales et des petites villes sont plus faibles que les taux enregistrés chez les jeunes hommes des régions rurales et des petites villes et des grands centres urbains.
- ◆ On observe une croissance de la part de l'emploi dans les régions rurales et petites villes pour les industries manufacturières, le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que les services de gestion de sociétés, les services administratifs et autres services de soutien.
- ◆ Comparativement à l'ensemble du Canada, on constate un relèvement de l'emploi dans les régions rurales et petites villes (d'après les quotients de localisation) pour le secteur du transport et de l'entreposage et celui des services de gestion de société, des services administratifs et autres services de soutien.

1) Introduction

On a beaucoup débattu, depuis quelque temps, de la nécessité que la politique gouvernementale préconise la revitalisation et la viabilité des régions rurales du Canada. Le présent document porte sur l'évolution de l'emploi dans les régions rurales et petites villes du Canada (la définition de



**Bulletin d'analyse — Régions
rurales et petites villes du Canada**

ISSN 1481-0972

Rédacteur :

Ray D. Bollman

(ray.bollman@statcan.ca)

Tél. : (613) 951-3747

Télécopieur : (613) 951-3868

Publié en collaboration avec le Secrétariat rural d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, le **Bulletin d'analyse — Régions rurales et petites villes du Canada** est une publication hors série de la Division de l'agriculture de Statistique Canada. On peut se le procurer sans frais à l'adresse http://www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/freepub_f.cgi.

Comité de revue : Denis Chartrand, Ross Vani, Norah Hillary, Rick Burroughs, Heather Clemenson, Aurelie Mogan et Lucie Bourque.

Remerciements particuliers à : Martin Beaulieu et Josée Bourdeau.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada.

©Ministre de l'Industrie, 2001.

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, enregistrée sur ordinateur ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans l'autorisation écrite préalable des :

Services de concession des droits de licence, Division du marketing,
Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

RRPV se trouve dans l'encadré 1). Il a été préparé afin de fournir des données qui étayeront le débat sur l'avenir des régions rurales du Canada, selon les données de l'Enquête sur la population active de 1996 à 2000. On a inclus certaines données antérieures à 1996 afin de présenter l'analyse dans un contexte historique¹.

¹ Cette information est tirée d'un rapport antérieur (voir Roland Beshiri et Ray D. Bollman, Situation relative à l'emploi dans les régions rurales et les petites villes : structure par industrie, Ottawa, Document de travail sur l'agriculture et le milieu rural n° 50, produit n° 21-601-MIF01050 au catalogue de Statistique Canada, 2001).

On peut également consulter l'adresse Internet suivante
www.statcan.ca/cgi-bin/downpub/listpub-f.cgi?catno=21-601-MIF.

Encadré 1 Définition de « Régions rurales et petites villes » (RRPV) du Canada

Les régions rurales et petites villes (RRPV) désignent la population qui vit à l'extérieur des zones de navettage des grands centres urbains (GCU), plus particulièrement à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR). Les RRPV ont une population de 1 000 à 9 999 habitants dont moins de 50 % de la main d'oeuvre travaille dans le noyau urbain d'une RMR ou d'une AR.

Une RMR a un noyau de 100 000 habitants ou plus et comprend toutes les municipalités avoisinantes dont au moins 50 % de la main d'oeuvre travaille dans le noyau urbain. Une AR a un noyau urbain de 10 000 à 99 999 habitants et englobe toutes les municipalités avoisinantes auxquelles s'applique la même règle de navettage que pour les RMR.

La présente analyse porte sur :

- les taux d'emploi et de chômage;
- la situation de l'emploi chez les jeunes, selon le sexe;
- la situation de l'emploi selon l'industrie.

2) Taux d'activité, d'emploi et de chômage

Les taux d'activité, d'emploi et de chômage (voir définitions dans l'encadré 2) donnent une indication de la performance économique globale et servent à comparer les RRPV aux grands centres urbains (GCU). Le présent volet met l'accent sur les membres du groupe d'âge principal, c'est-à-dire les 25 à 54 ans. Cette tranche de la population a été choisie parce qu'elle exclut les groupes d'âge dont certains membres sont aux études à temps plein ou à temps partiel (ceux âgés de 15 à 24 ans) ou à la retraite anticipée (ceux de 55 ans et plus), ce qui pourrait influencer sur les résultats. Entre 1996 et 2000, le nombre absolu de travailleurs s'inscrivant dans ce groupe d'âge est passé de 1,9 million à un peu plus de 2,1 millions dans les RRPV et d'un peu moins de 8,2 millions à un peu moins de 9 millions dans les GCU (tableau 1 en annexe).

Taux d'emploi et de chômage au Canada

Entre 1987 et 1994, l'emploi a connu un relèvement de près de 6 % dans les RRPV et de près de 8 % dans les GCU. La croissance de l'emploi a été relativement stable dans les RRPV, sauf pour la période de 1990 et 1991, alors que dans l'ensemble, l'emploi a connu une baisse en raison de la récession économique. Bien que les taux d'activité et d'emploi dans les RRPV soient demeurés en deça des taux enregistrés dans les GCU, l'emploi a toutefois connu une croissance similaire dans les deux types de région, de 1996 à 2000, ce qui représente un peu plus de 5 % (figure 1).

Les taux de chômage dans les RRPV et les GCU ont chuté entre 1996 et 2000, la baisse étant légèrement plus faible dans les RRPV (figure 2).

Encadré 2

Emploi, chômage et population active

Définitions

Population active :

Membres de la population civile hors-établissement de 15 ans et plus qui, au cours de la semaine de référence de l'enquête, étaient travailleurs ou chômeurs.

Taux d'activité de la main d'œuvre principale :

Nombre de membres de la population active de 25 à 54 ans, en pourcentage de l'ensemble de la population de 25 à 54 ans, à l'exclusion des personnes placées en établissement.

Travailleurs :

Personnes qui ont travaillé contre rémunération, ou qui ont réalisé un bénéfice, effectué du travail non rémunéré pour la famille ou qui avaient un emploi, mais qui n'étaient pas au travail pour raisons de maladie, de responsabilités familiales ou personnelles, de conflit de travail, de vacances ou autres, au cours de la semaine de référence de l'enquête. Sont exclues les personnes mises à pied et celles en chômage qui devaient commencer à travailler dans un avenir rapproché.

Taux d'emploi de la main d'œuvre principale :

Nombre de travailleurs de 25 à 54 ans, en pourcentage de l'ensemble de la population des 25 à 54 ans, à l'exclusion des personnes placées en établissement.

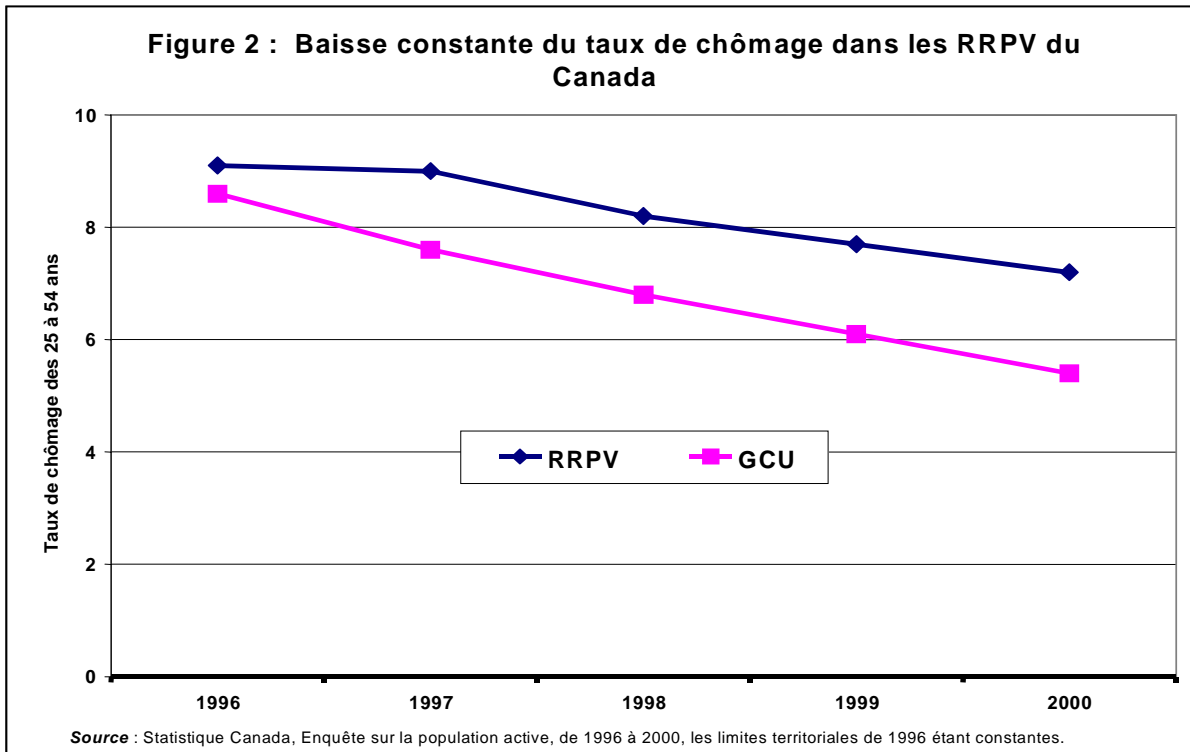
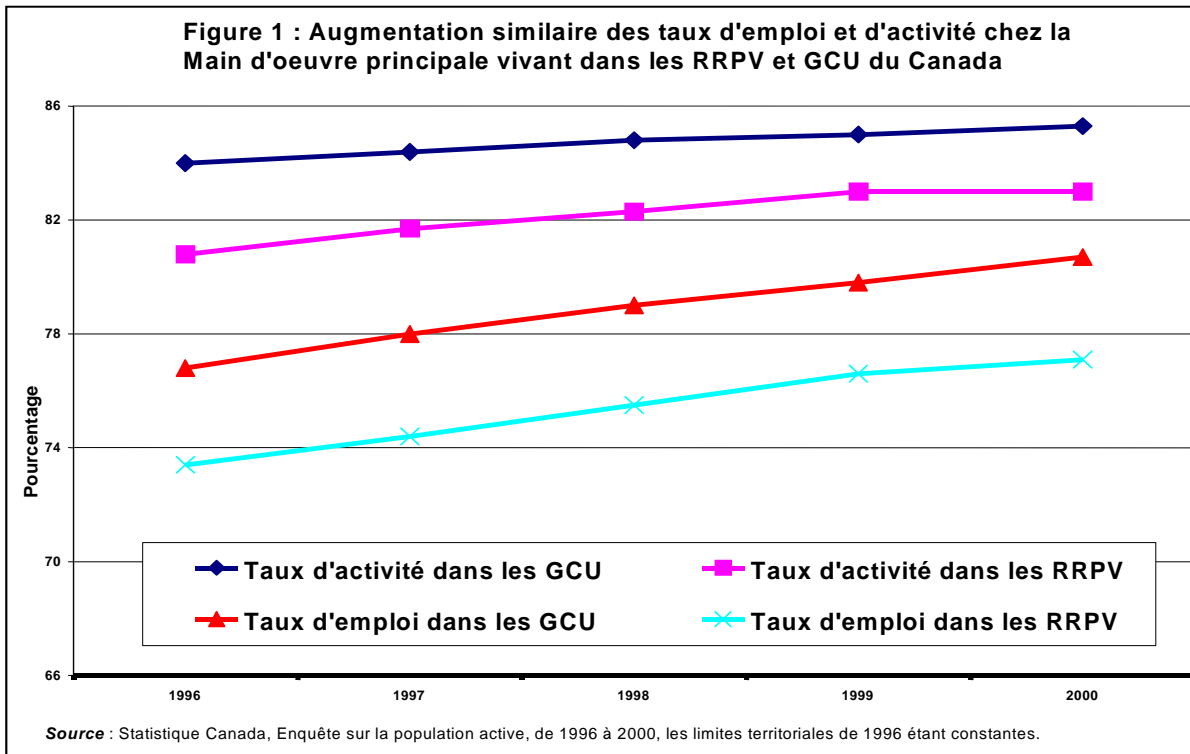
Chômeurs :

Nombre de personnes qui, au cours de la semaine de référence de l'enquête, n'avaient pas de travail, avaient activement cherché du travail pendant les quatre semaines précédentes et étaient disposées à travailler. Sont incluses les personnes mises à pied et celles qui devaient commencer un nouvel emploi dans les quatre semaines suivant la semaine de référence.

Taux de chômage de la main d'œuvre principale :

Nombre de chômeurs de 25 à 54 ans, en pourcentage de la population active, laquelle désigne les membres de la population civile hors-établissement de 25 à 54 ans, qui travaillent ou sont en chômage.

Il est bon de noter que le taux de chômage comporte un dénominateur démographique différent de celui utilisé pour les taux d'activité et d'emploi. Cette divergence est importante. Un accroissement du taux d'activité (les autres variables étant constantes) entraînerait un relèvement du taux d'emploi (si les particuliers trouvaient du travail) ou une hausse du taux de chômage (si ces personnes ne trouvaient pas de travail).



Taux d'emploi selon la province

L'examen des tendances de l'emploi à l'échelle provinciale porte sur les taux d'emploi et de chômage.

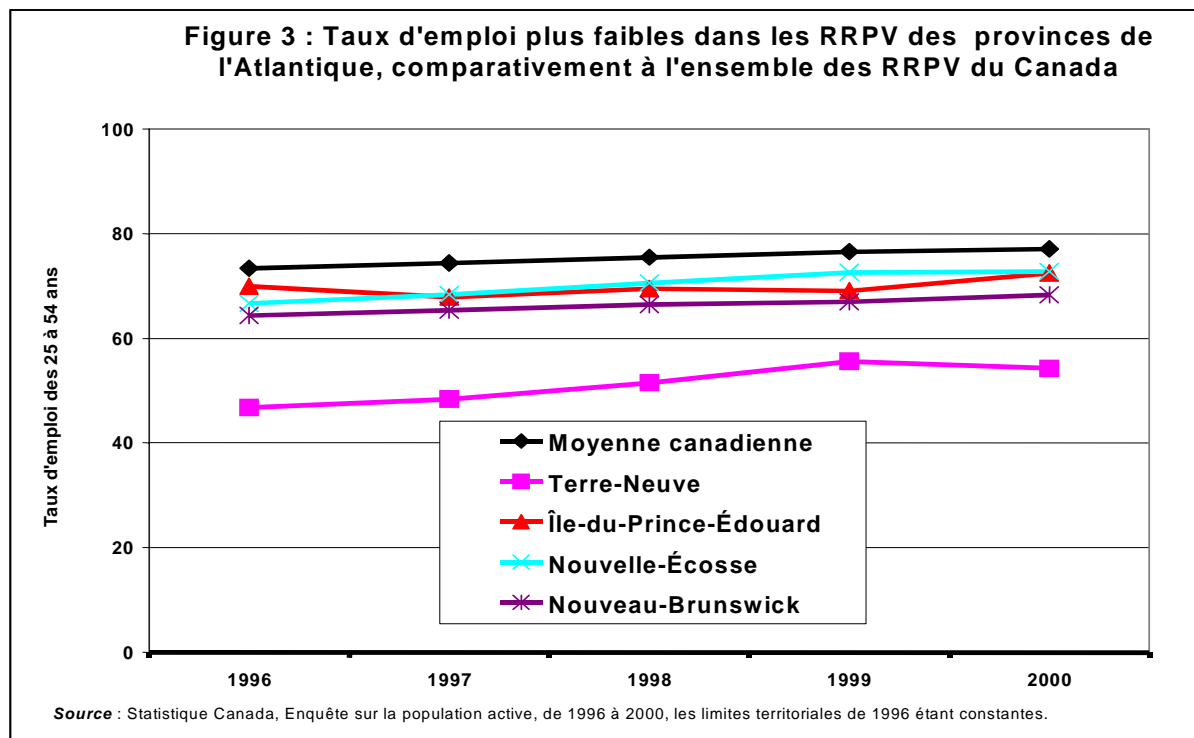
De 1987 à 1994 :

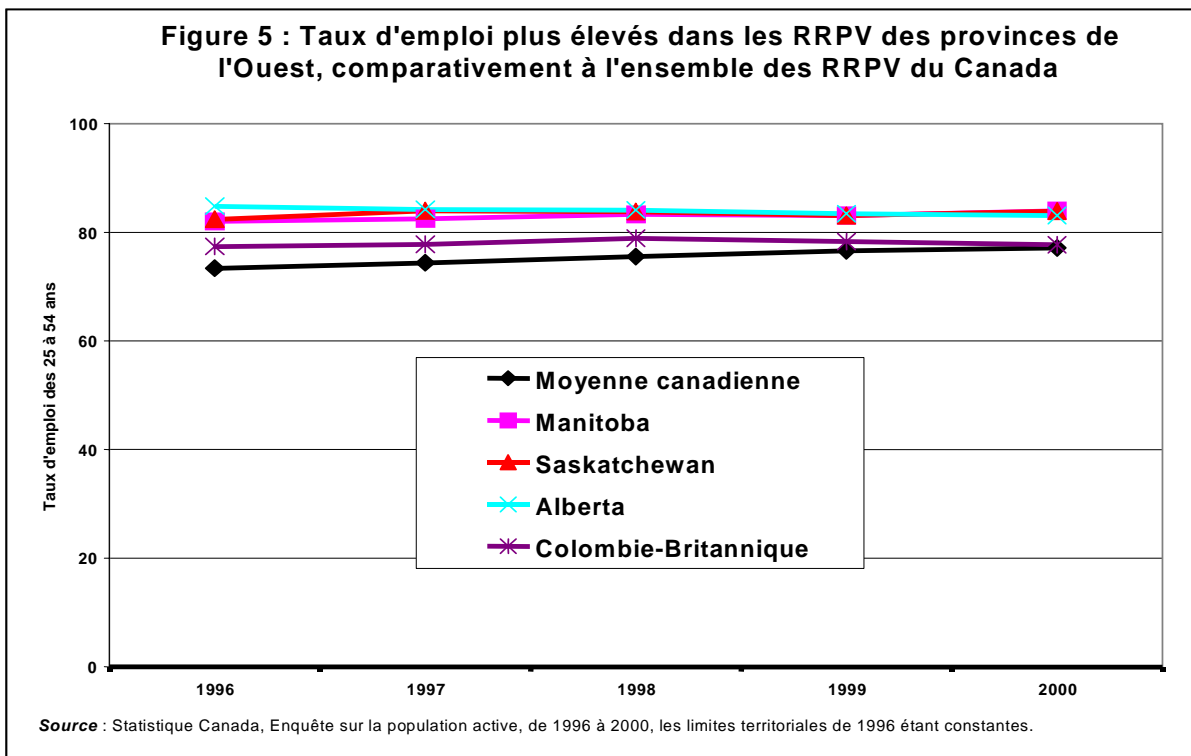
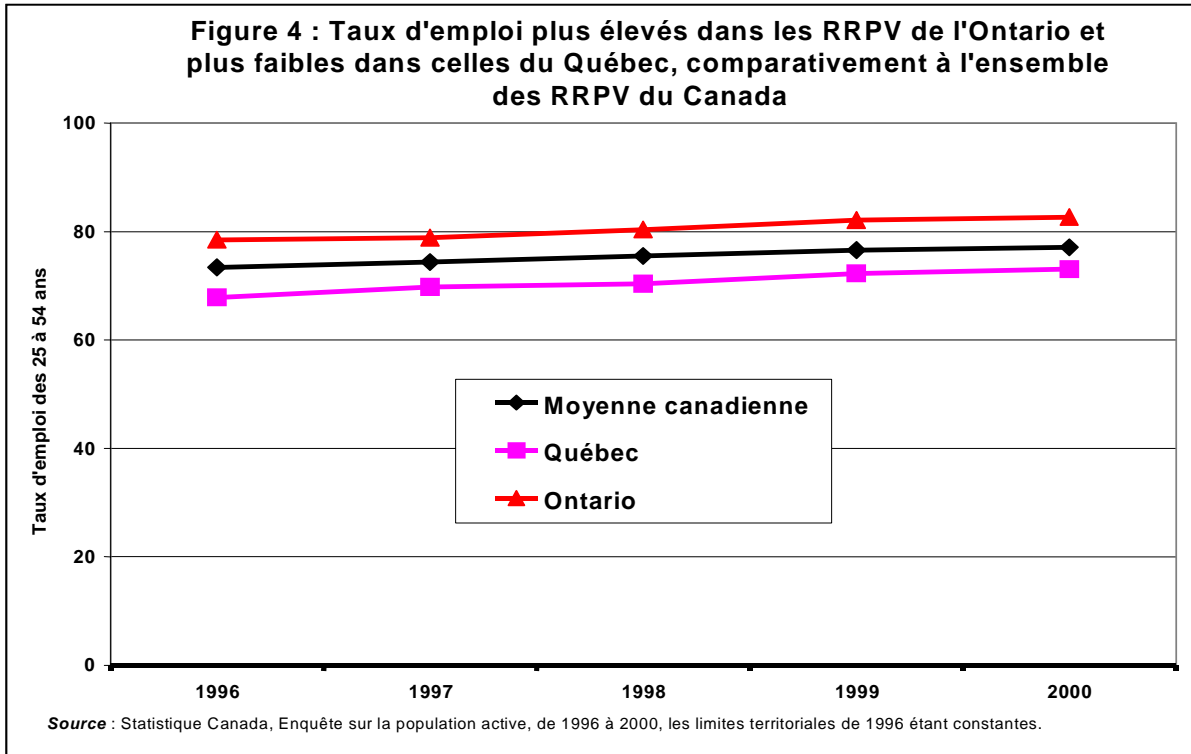
- l'emploi dans les RRPV de Terre-Neuve, de la Saskatchewan et du Nouveau-Brunswick a diminué alors qu'il a augmenté dans les centres urbains;
- l'emploi dans les RRPV de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique s'est accru, mais à un rythme plus lent que dans les GCU;
- l'emploi dans les RRPV de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta a subi une hausse supérieure à l'emploi dans les centres urbains.

Bien que les taux d'emploi aient augmenté dans les RRPV des quatre provinces de l'Atlantique entre 1996 et 2000, ils sont demeurés sous la moyenne dans l'ensemble des RRPV du Canada (figure 3). Toutefois, dans les provinces de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse, on a observé une augmentation du taux d'emploi plus rapide que dans l'ensemble des RRPV du Canada.

Les RRPV du Québec et de l'Ontario ont affiché une hausse constante de leurs taux d'emploi entre 1996 et 2000, ceux de l'Ontario demeurant au-dessus de la moyenne nationale et ceux du Québec au-dessous (figure 4). Toutefois, le taux d'emploi des RRPV du Québec s'est accru un peu plus rapidement que celui de l'ensemble des RRPV du Canada.

Les taux d'emploi dans les RRPV des quatre provinces de l'Ouest sont essentiellement demeurés stables (figure 5). Ces taux sont tous supérieurs à la moyenne canadienne, mais l'écart s'est rétréci.





Taux de chômage selon la province

Entre 1996 et 2000, les RRPV de toutes les provinces de l'Atlantique ont affiché un taux de chômage supérieur à la moyenne canadienne (figure 6). L'écart était particulièrement marqué dans les provinces de Terre-Neuve et de l'Île-du-Prince-Édouard. Même si on a enregistré des variations à ce chapitre dans ces deux provinces, on semble constater une tendance générale à la baisse. Les taux ont généralement baissé en Nouvelle-Écosse, tandis que le Nouveau-Brunswick a connu des hauts et des bas.

Le Québec a continué d'enregistrer des taux de chômage supérieurs à la moyenne nationale dans les RRPV, alors que ces taux étaient inférieurs en Ontario (figure 7). Les deux provinces ont cependant affiché une tendance à la baisse constante.

À l'exception de la Colombie-Britannique en 1999 et 2000, les RRPV de toutes les provinces de l'Ouest ont déclaré des taux de chômage inférieurs à la moyenne canadienne (figure 8). La situation a été essentiellement constante dans les RRPV des provinces de l'Ouest, sauf que le taux de la Colombie-Britannique est demeuré toujours plus élevé que les taux du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta.

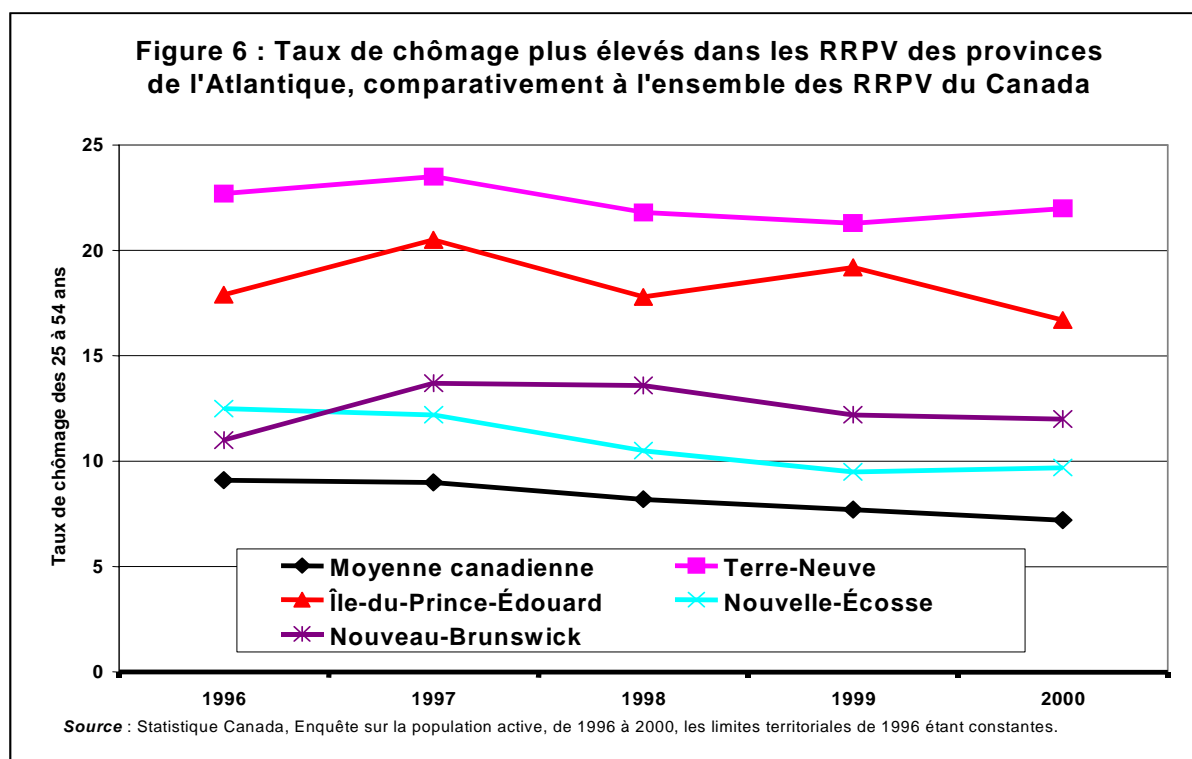
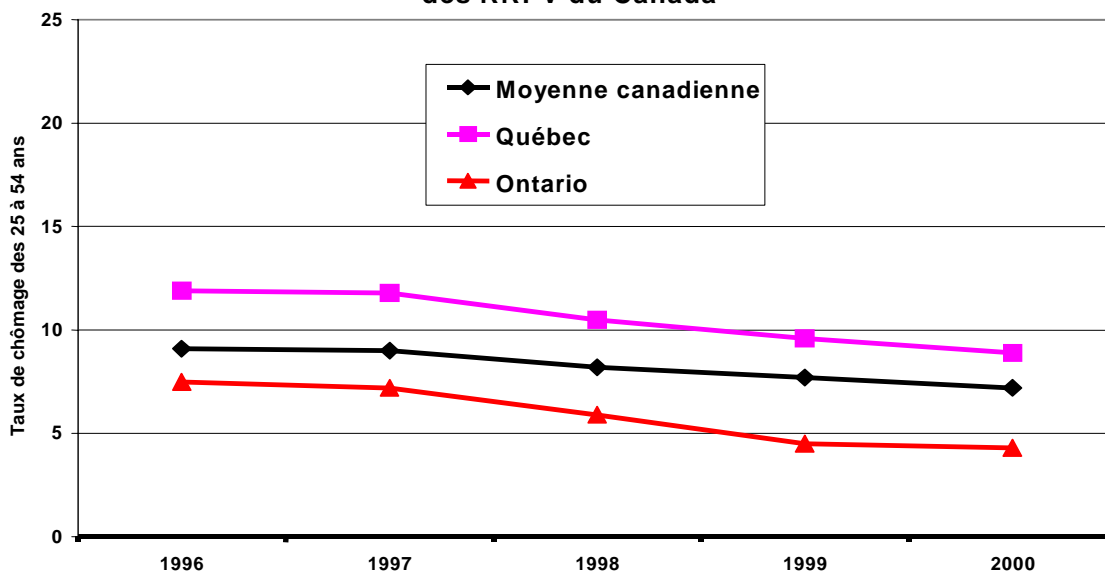
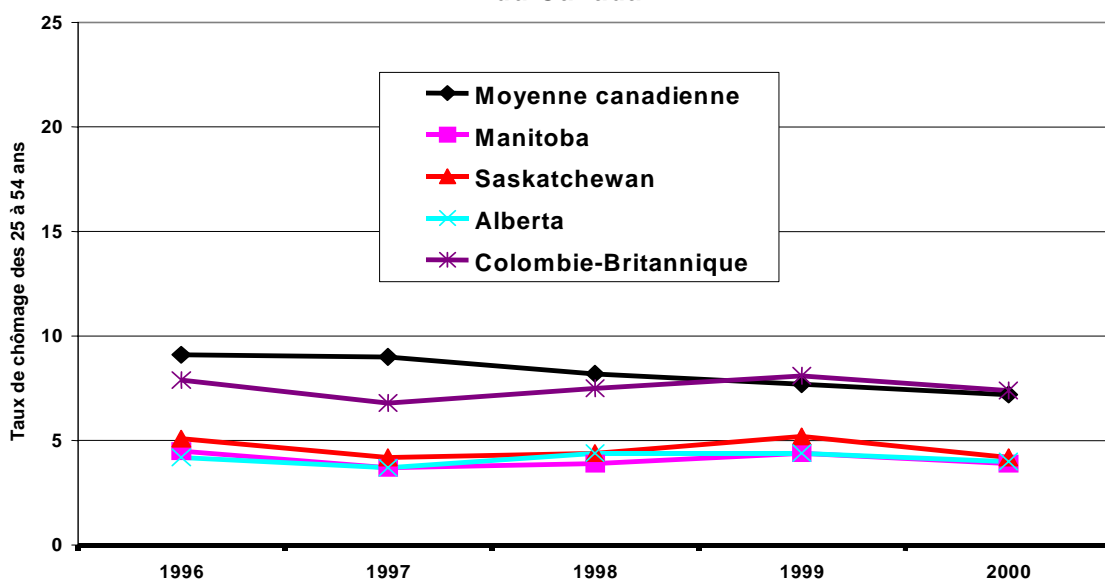


Figure 7 : Taux de chômage plus faibles dans les RRPV de l'Ontario et plus élevés dans celles du Québec, comparativement à l'ensemble des RRPV du Canada



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000, les limites territoriales de 1996 étant constantes.

Figure 8 : Taux de chômage généralement plus faibles dans les RRPV des provinces de l'Ouest, comparativement à l'ensemble des RRPV du Canada



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000, les limites territoriales de 1996 étant constantes.

3) Tendances de l'emploi chez les jeunes des RRPV

Dans la présente partie, on établit tout d'abord une comparaison entre les tendances de l'emploi chez les jeunes et dans l'ensemble de la population² des RRPV et des GCU, puis on compare les tendances de l'emploi chez les jeunes hommes et les jeunes femmes dans les RRPV et les GCU. Trois éléments font l'objet de la présente analyse, soit le taux d'activité, le taux d'emploi et le taux de chômage (encadré 3). Ces volets de l'emploi n'ont pas été abordés dans le document de Beshiri et Bollman, de sorte qu'il n'y aura pas de renvoi aux tendances constatées entre 1987 et 1994. En termes absolus, le nombre de jeunes dans les RRPV a atteint 793 000 en 2000, comparativement à 786 000 en 1996. Au cours de la même période, la population de jeunes dans les GCU est passée de 3,15 millions à 3,27 millions de personnes (tableau 2 en annexe).

Tendances de l'emploi chez les jeunes et dans l'ensemble de la population des RRPV et des GCU

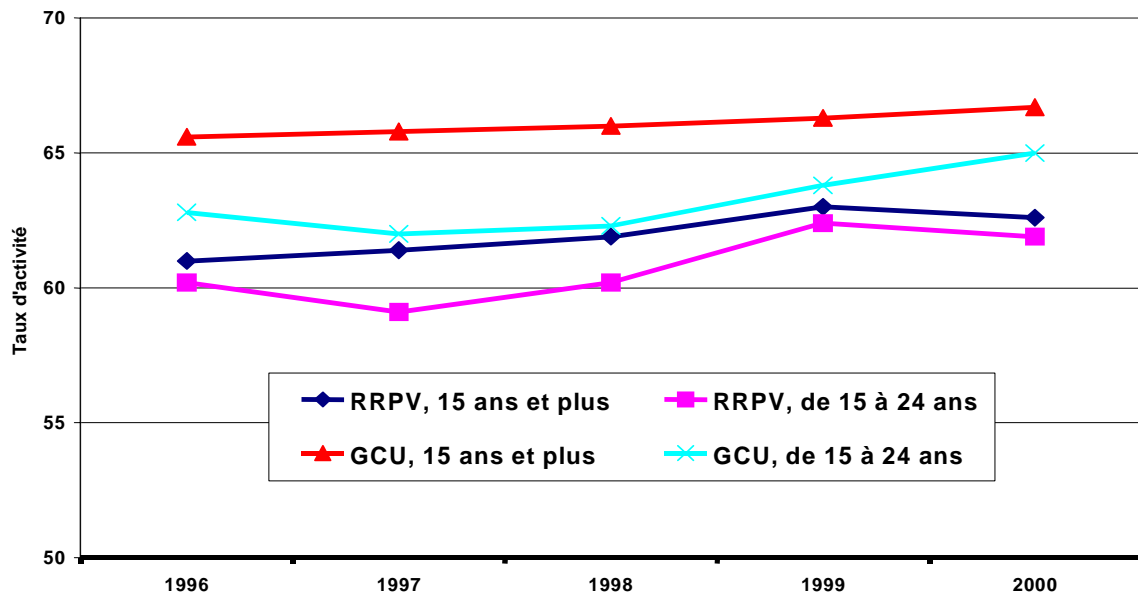
Les taux d'activité enregistrés dans les RRPV ont été inférieurs à ceux des GCU, tant pour les jeunes que pour l'ensemble de la population (figure 9). Toutefois, jusqu'en 1999, les écarts respectifs se sont rétrécis. Entre 1999 et 2000, le taux d'activité des jeunes et de l'ensemble de la population a diminué dans les RRPV, alors qu'il a continué d'augmenter de façon constante dans les GCU.

La figure 10 affiche les taux d'emploi pour les mêmes groupes de population. Bien que l'on ait observé une tendance générale à la hausse, on constate une grande différence de pourcentage entre les taux faibles des RRPV et les taux élevés des GCU. Il existe également un écart entre les taux observés chez les jeunes et dans l'ensemble de la population pour chaque type de région, ces taux étant plus faibles chez les jeunes.

On a observé un écart moins important entre les taux de chômage des RRPV et des GCU pour les deux populations (figure 11) que celui enregistré pour le taux d'activité ou le taux d'emploi. Toutefois, tant chez les jeunes que dans l'ensemble de la population, le taux de chômage a grandement baissé dans les GCU. L'écart a été marqué entre les taux chez les jeunes et les taux de l'ensemble de la population pour les deux types de région, le taux de chômage moyen chez les jeunes étant supérieur de cinq points en moyenne à celui de l'ensemble de la population.

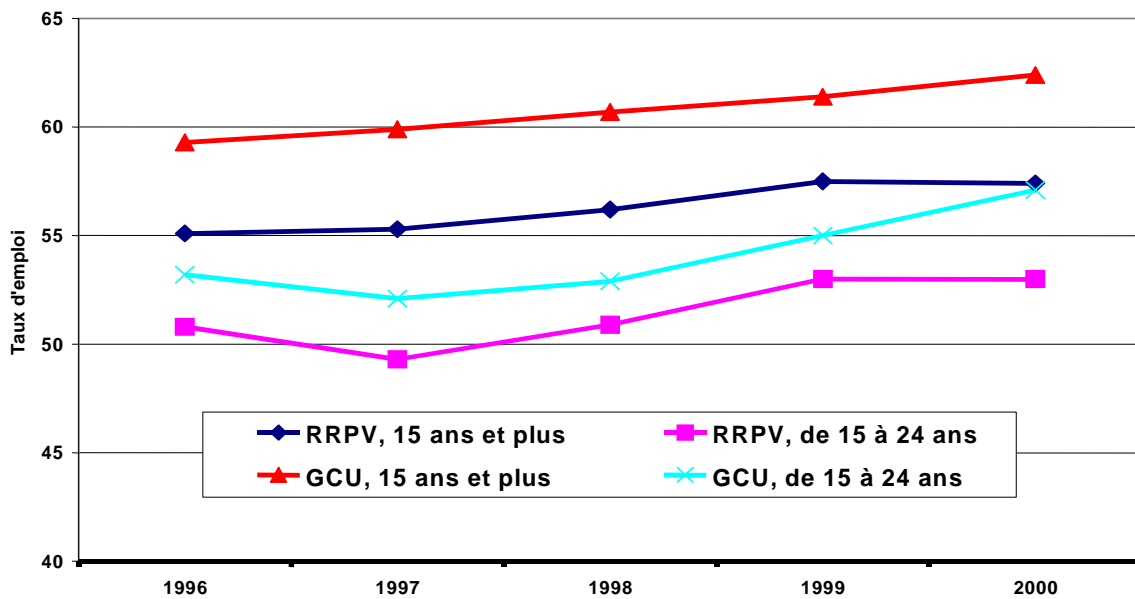
² Le terme « jeunes » désigne les personnes de 15 à 24 ans, tandis que « dans l'ensemble de la population » comprend les personnes de 15 ans et plus.

Figure 9 : Taux d'activité plus faibles chez les jeunes des RRPV

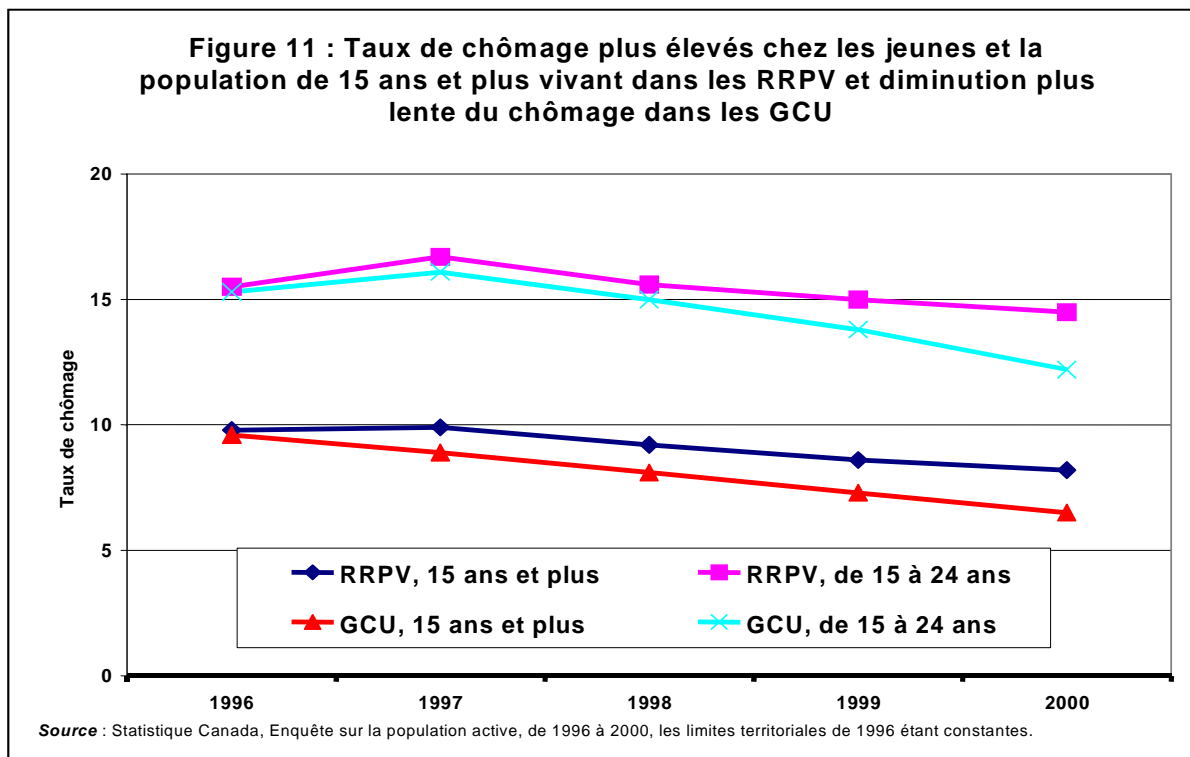


Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000, les limites territoriales de 1996 étant constantes.

Figure 10 : Taux d'emploi plus faibles chez les jeunes des RRPV



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000, les limites territoriales de 1996 étant constantes.

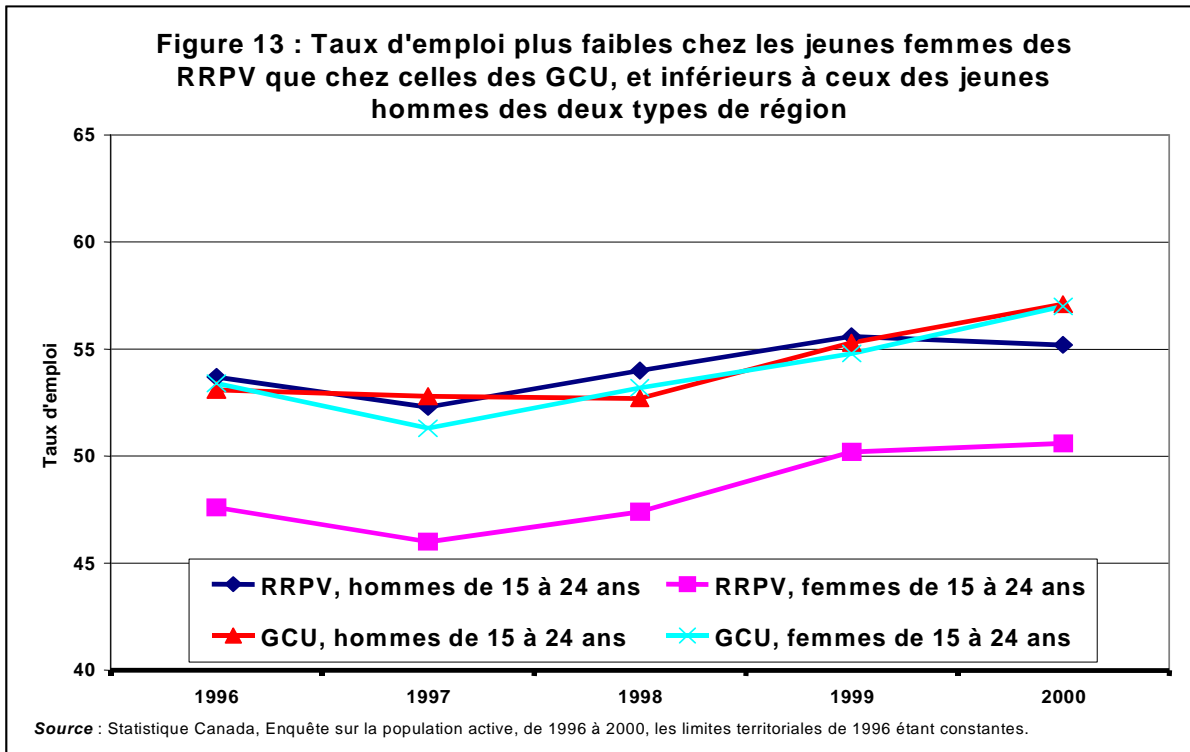
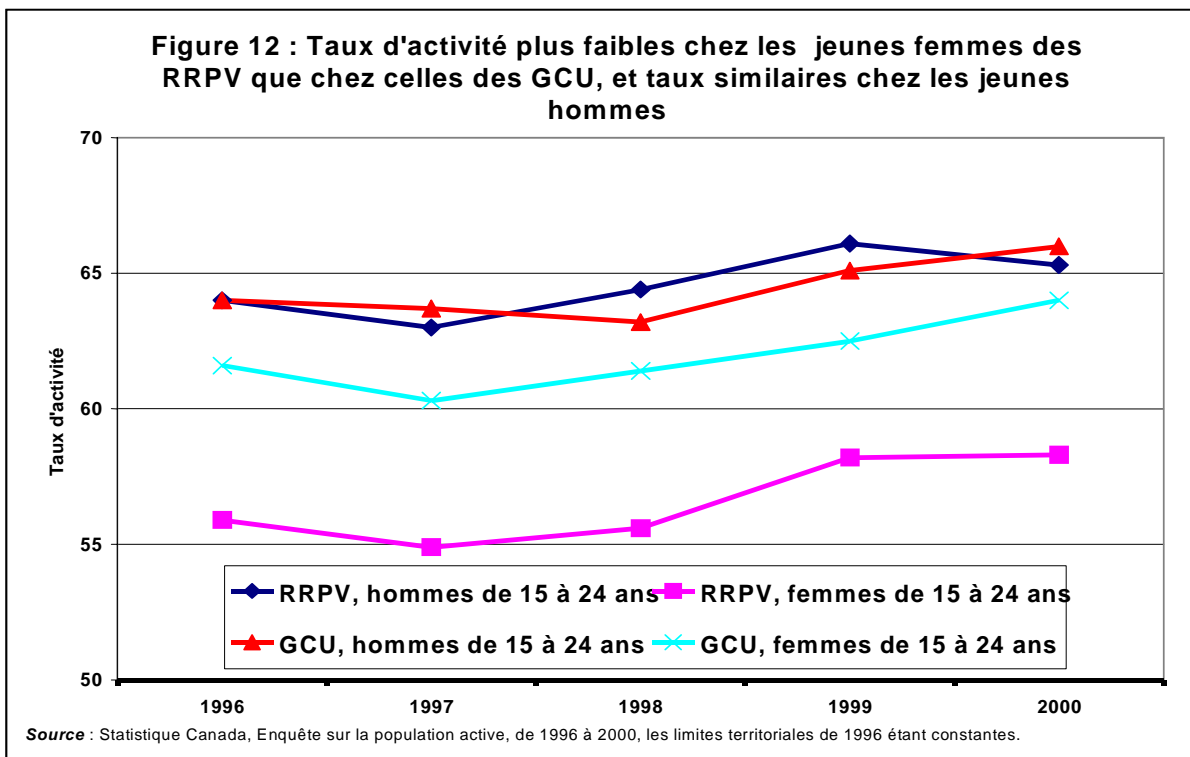


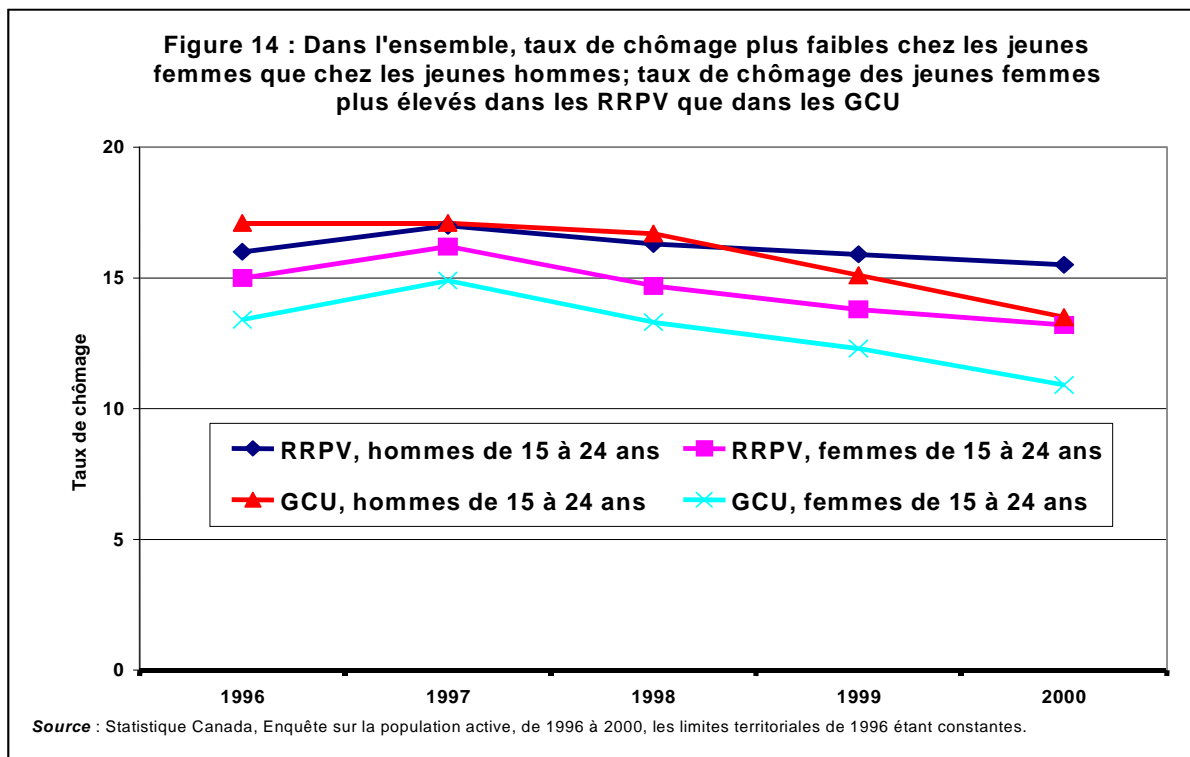
Tendances de l'emploi chez les jeunes des RRPV et des GCU

Les trois figures suivantes décrivent particulièrement la situation des jeunes hommes et des jeunes femmes vivant dans les RRPV et les GCU. La figure 12 affiche le taux d'activité de ces groupes et révèle que les taux enregistrés chez les femmes étaient inférieurs. Pour ce qui est des hommes, la différence était minime entre le taux des RRPV et celui des GCU, contrairement aux taux observés chez les femmes, où l'écart était important. Le taux d'activité des femmes dans les RRPV était inférieur de cinq points en moyenne à celui enregistré dans les GCU.

Les taux d'emploi étaient similaires chez les jeunes hommes des RRPV et des GCU, de même que chez les femmes des GCU (figure 13). Toutefois, les taux enregistrés chez les femmes des RRPV étaient inférieurs d'environ cinq points en moyenne à ceux des autres groupes.

La figure 14 affiche les taux de chômage de ces mêmes groupes. Même si tous les taux sont élevés (près de 15 % en moyenne), on constate une tendance à la baisse pour tous les groupes après 1997. Cette diminution est particulièrement marquée chez les jeunes hommes des GCU. Tant dans les RRPV que dans les GCU, le taux de chômage des jeunes femmes a été inférieur à celui des jeunes hommes.





4) Tendances de l'emploi selon l'industrie

Dans la présente section, on examine trois volets de l'emploi dans les RRPV, selon l'industrie (encadré 4), à savoir :

- l'utilisation du nombre absolu d'emplois afin d'obtenir, pour chaque groupe d'industries, la variation annuelle en pourcentage de l'emploi dans les RRPV. Ainsi, la variation annuelle de l'emploi, en termes absolus, est très évidente pour chaque groupe;
- le niveau d'emploi de chaque groupe d'industries des RRPV est indiqué en pourcentage de l'emploi total des RRPV. Ces données fournissent une indication de la variation de l'emploi dans les RRPV, selon le groupe d'industries, comparativement à l'emploi global dans les RRPV;
- l'utilisation de quotients de localisation (QL) pour mesurer l'intensité de l'emploi dans un secteur d'activité particulier des RRPV par rapport à l'emploi dans ce secteur d'activité pour l'ensemble du Canada. On peut alors comparer la performance précise de l'emploi dans les RRPV pour cette industrie particulière à la performance de l'emploi pour l'ensemble du Canada.

Encadré 4

Groupes d'industries

Dans la présente étude, on a divisé l'emploi en divers groupes d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Ces groupes d'industries ont été utilisés dans l'Enquête sur la population.

Afin de produire les diagrammes de ce présent rapport, les industries ont été groupées de la façon suivante :

- **Secteurs de la production de biens** — Agriculture; exploitation forestière, pêche, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz; industrie de la construction; industries manufacturières.
- **Services de distribution** — Services publics; commerce de détail; transport et entreposage; arts, divertissements et loisirs.
- **Services de production** — Finances, assurances, affaires immobilières et location; services professionnels, scientifiques et techniques; services de gestion de sociétés, services administratifs et autres services de soutien.
- **Services sociaux et services personnels** — Services d'éducation; administration publique; soins de santé et assistance sociale; hébergement et services de restauration; autres services*.

* « Autres services » comprend : entretien des véhicules automobiles, du matériel et de l'équipement; services de soins personnels, services funéraires, services de buanderie; services se rapportant aux animaux domestiques; services de développement et de tirage de photos; organisation et promotion des activités religieuses et défense de diverses causes sociales et politiques.

Variation annuelle

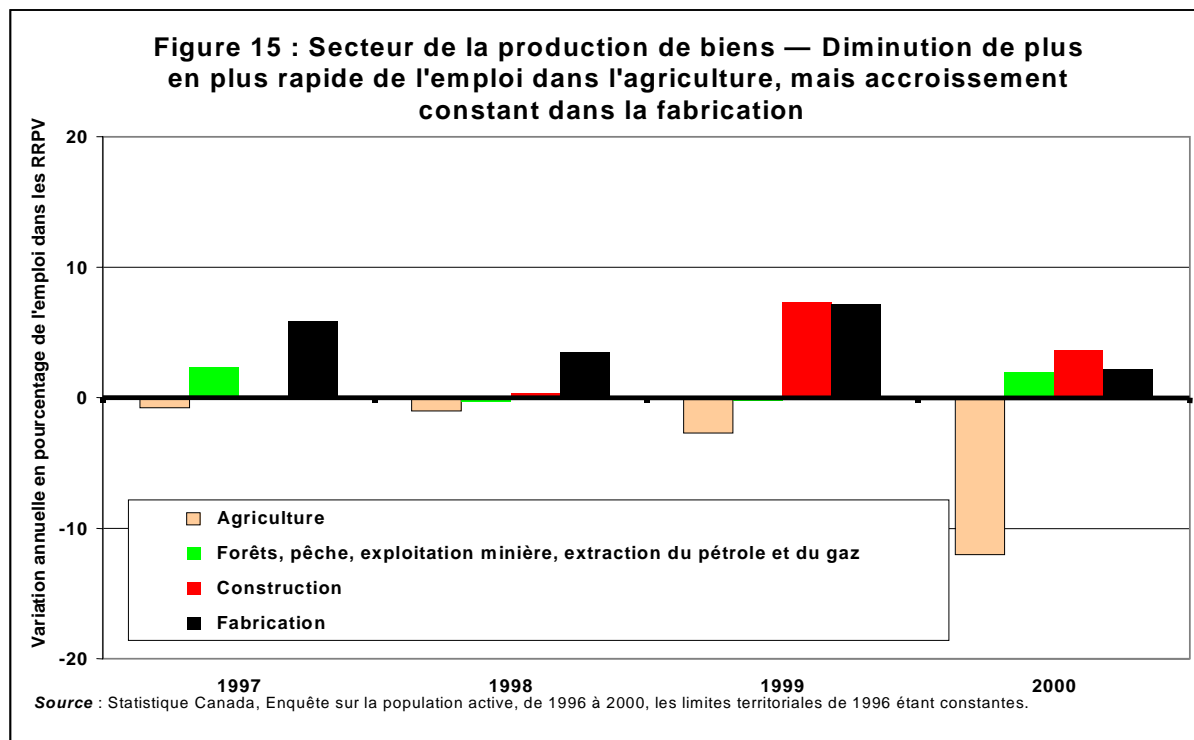
Entre 1987 et 1994, l'ensemble du secteur de la production de biens a perdu 4,1 % des emplois dans les RRPV. L'industrie de la construction a particulièrement été marquée, les pertes d'emploi étant de 21 %, alors que le secteur de l'agriculture et des industries manufacturières ont connu une baisse de 5 % et 6 % respectivement. Ce fléchissement du taux d'emploi dans le secteur de la production de biens s'est accéléré entre 1996 et 2000 dans l'industrie de l'agriculture³ (figure 15). Au contraire, on a observé un revirement total dans les industries manufacturières, comparativement à la période de 1987 à 1994 et l'emploi s'est accru d'année en année. Il en a été de même pour l'industrie de la construction en 1999 et 2000.

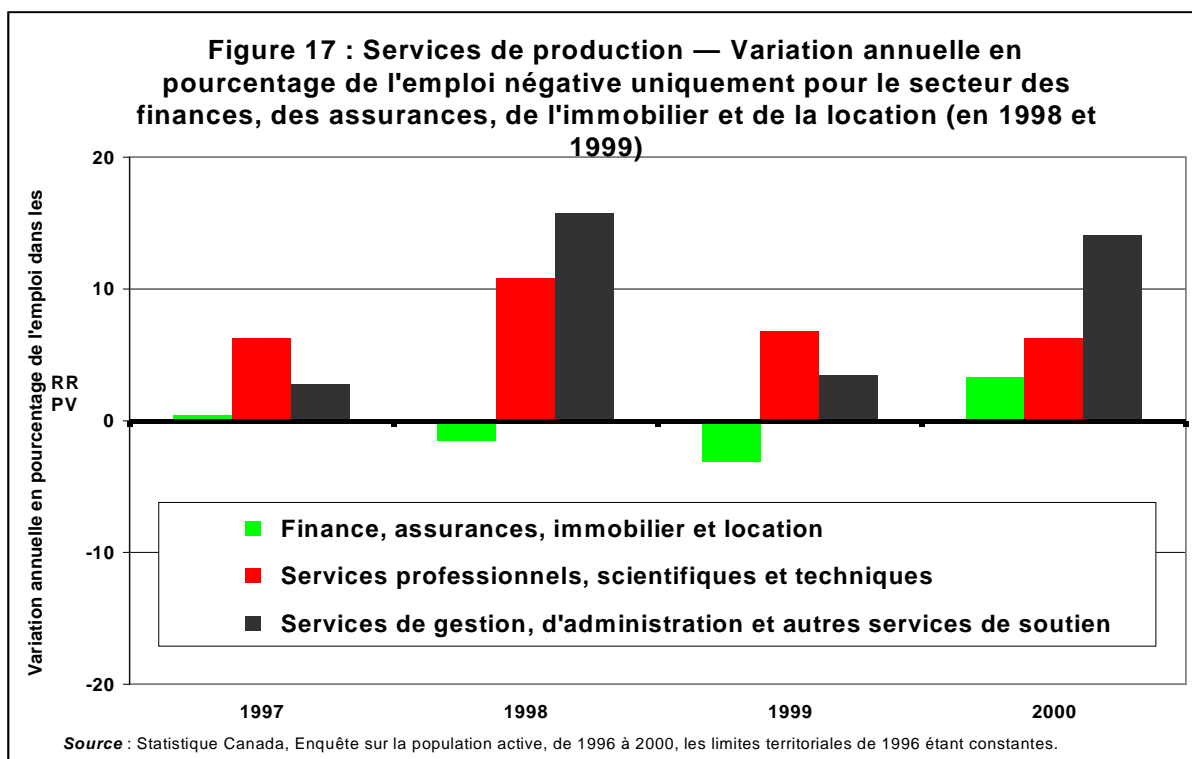
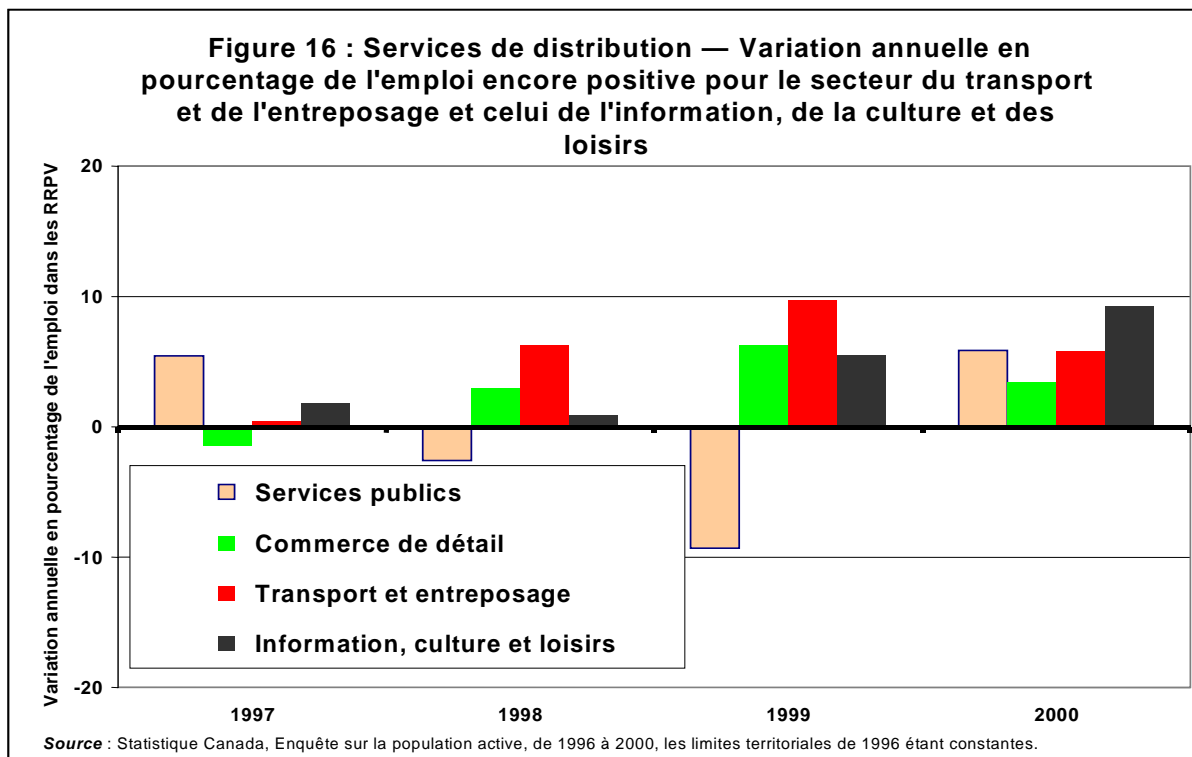
³ Cette perte d'emplois observée dans le secteur agricole semble énorme, mais peut être attribuable en partie à la méthode de collecte des données. L'Enquête sur la population active répertorie les employés en fonction de leur emploi principal. Une part importante des travailleurs de l'agriculture occupent également un autre emploi. Si, avec le temps, un plus grand nombre de travailleurs agricoles déclarent l'autre emploi comme emploi principal, il y a donc un nombre croissant de ces travailleurs répertoriés dans un autre secteur d'activité. L'essor économique enregistré entre 1996 et 2000 peut avoir donné lieu à une augmentation des occasions d'emploi dans d'autres services, ce qui pourrait avoir incité bon nombre de ces travailleurs à consacrer plus d'heures à ce qui était auparavant leur deuxième emploi. Il se pourrait que, par conséquent, un bon nombre d'exploitants agricoles déclarent cet « autre » emploi comme emploi principal.

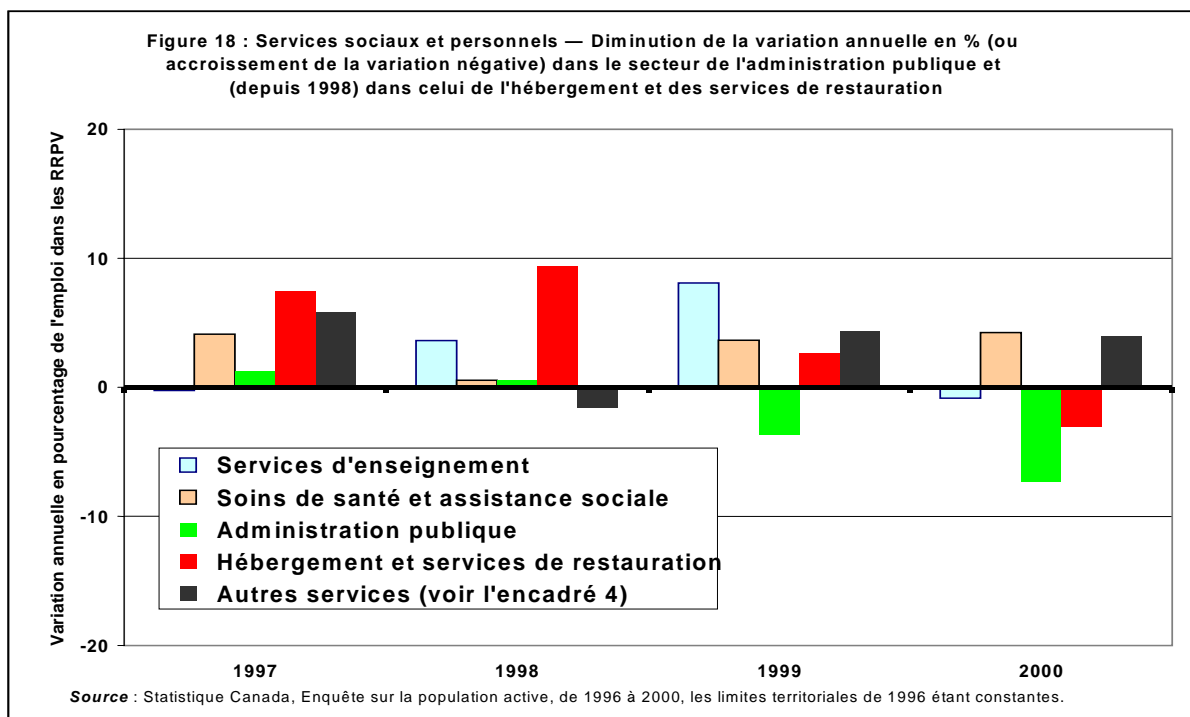
De 1987 à 1994, le taux d'emploi dans le secteur des services de distribution a augmenté de près de 9 %, particulièrement dans les services de transport et d'entreposage. Cette tendance s'est d'ailleurs maintenue entre 1996 et 2000 (figure 16). L'emploi dans le secteur des arts, divertissements et loisirs ainsi que dans celui du commerce de détail (sauf pour la période de 1996 et 1997) s'est également accru, alors que le secteur des services publics a connu des hauts et des bas.

Au cours de la période de 1987 à 1994, les services de production ont enregistré une hausse générale du taux d'emploi d'environ 33 %, la majeure partie étant dans les services de gestion de sociétés et les services administratifs. Les services professionnels, scientifiques et techniques ainsi que les services de gestion de sociétés, les services administratifs et autres services de soutien ont continué d'afficher une croissance annuelle de l'emploi de 1996 à 2000 (figure 17). Cette tendance à la hausse a été particulièrement marquée pour les services de gestion de sociétés, les services administratifs et autres services de soutien, alors qu'on a observé une hausse de près de 16 % entre 1997 et 1998 et de plus de 14 % entre 1999 et 2000.

Dans le secteur des services sociaux et personnels, entre 1987 et 1994, le taux d'emploi s'est accru de 12 % et de 11 % respectivement dans les RRPV. On peut attribuer la hausse enregistrée dans le secteur des services personnels en grande partie à la bonne performance du secteur de l'hébergement et des services de restauration et de celui des arts, des divertissements et des loisirs. Cette situation découle probablement d'un accroissement du tourisme dans les régions rurales. L'emploi a affiché une tendance principalement positive entre 1996 à 2000. Cependant, on a constaté un certain ralentissement ou une accélération des baisses (figure 18), en particulier dans les services de l'administration publique et, depuis 1998, de l'hébergement et des services de restauration.







Part de l'emploi selon le groupe d'industries

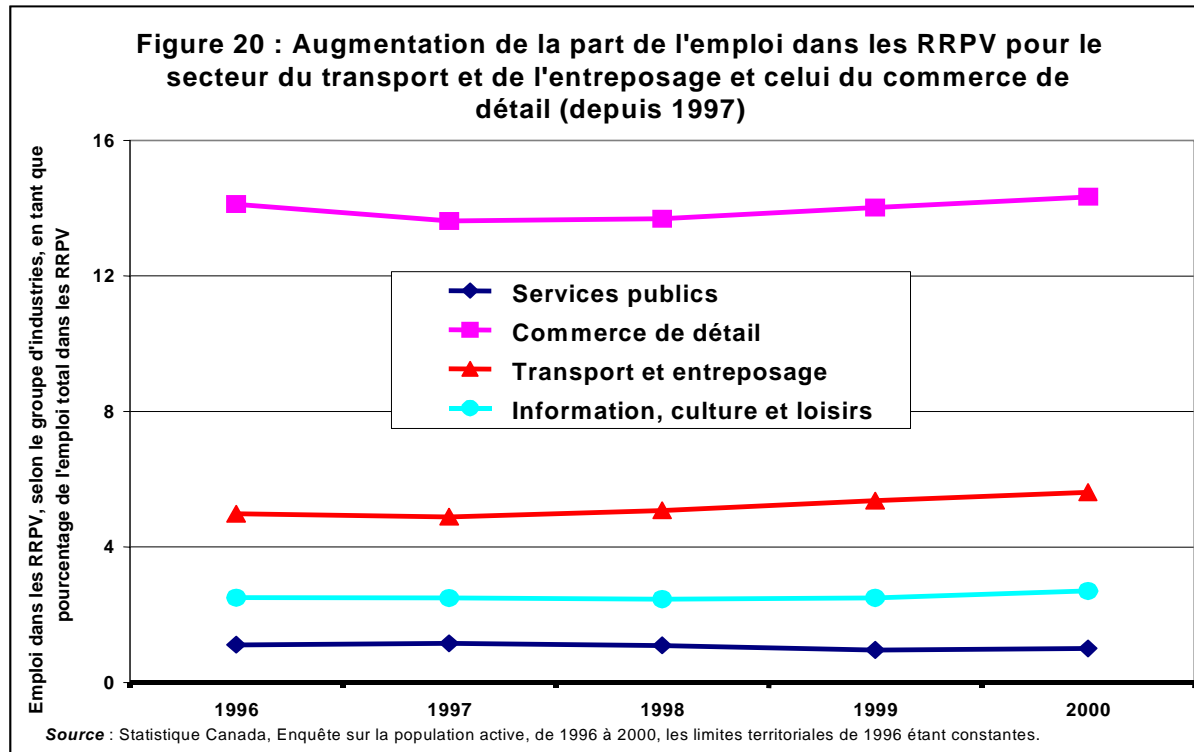
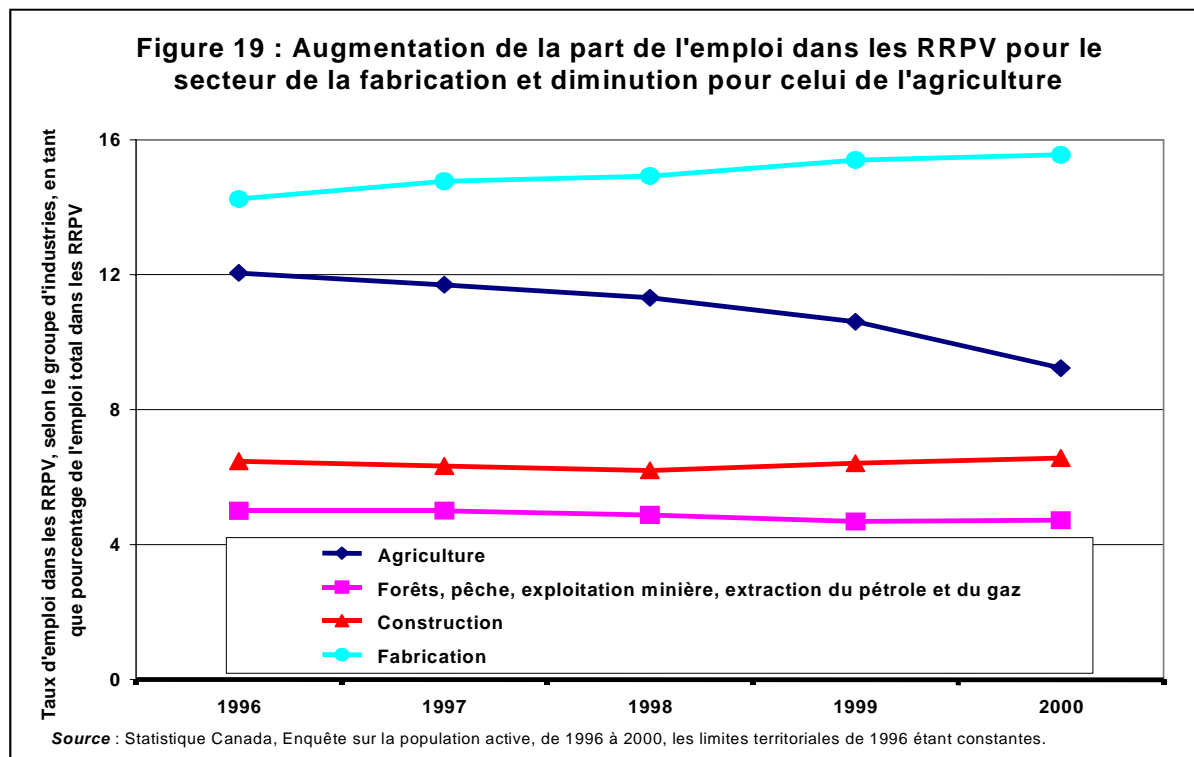
Dans la présente section, on examine la part de l'emploi de chaque groupe d'industries dans les RRPV. Pour chaque année, le taux d'emploi annuel moyen dans chaque groupe d'industries est indiqué en pourcentage de l'emploi total dans les RRPV. On peut ainsi comparer la performance d'un secteur d'activité particulier à celle de l'emploi total dans les RRPV. Beshiri et Bollman n'ont pas abordé ce volet de l'emploi dans leur document et, par conséquent, aucune information n'est incluse dans le présent volet pour la période de 1987 à 1994.

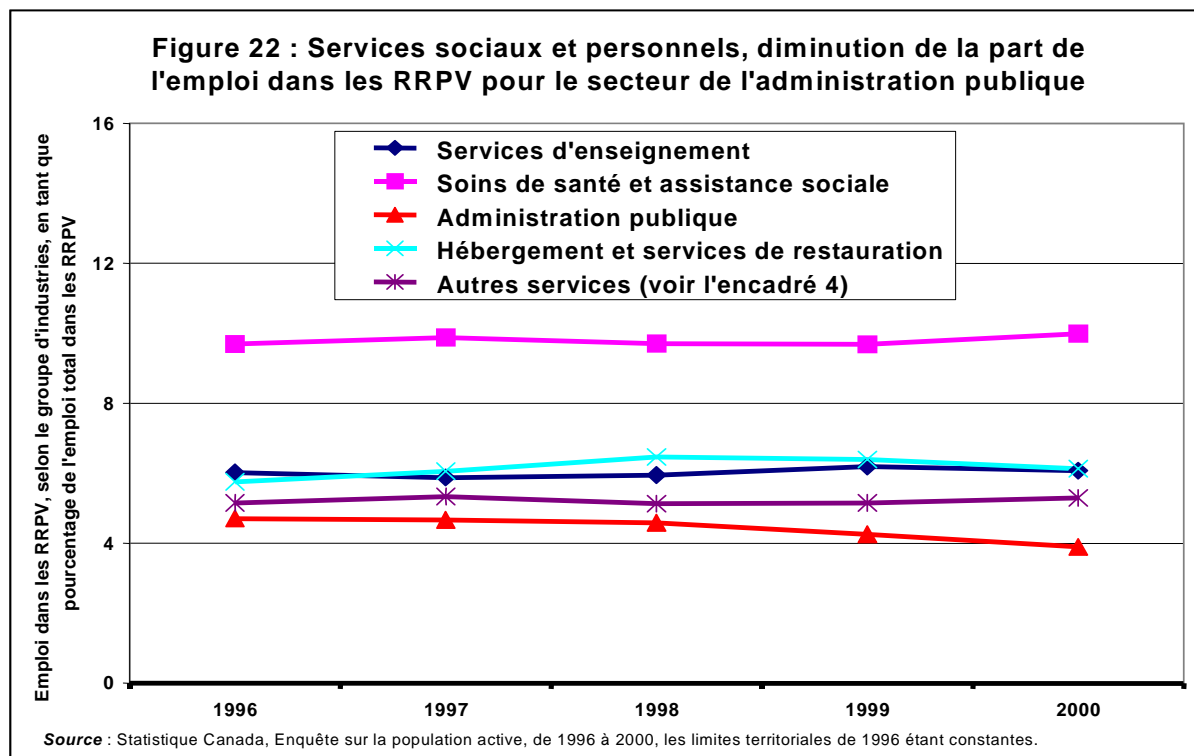
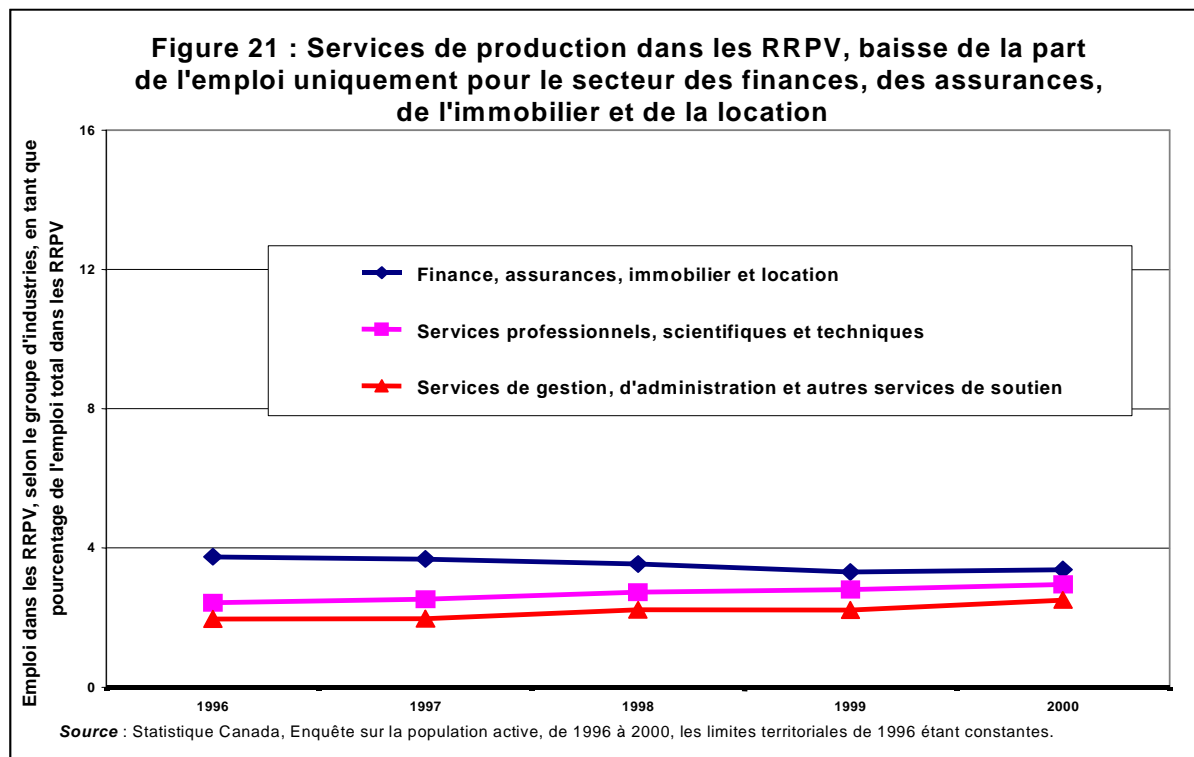
En ce qui concerne le secteur de la production de biens, on a enregistré une baisse de l'emploi dans l'agriculture entre 1996 et 2000 (voir note en bas de page n° 3), alors que les industries manufacturières ont connu une hausse (figure 19). Aucun changement important n'est survenu dans le cas des deux autres industries.

Le secteur des services de distribution a affiché une légère hausse du taux d'emploi dans l'industrie des transports et de l'entreposage, alors que la situation est demeurée constante pour les autres industries (figure 20).

La part de l'emploi dans le secteur des services de production (figure 21) a connu une légère tendance à la hausse dans les services professionnels, scientifiques et techniques et dans les services de gestion de sociétés, les services administratifs et autres services de soutien, alors qu'elle a diminué légèrement dans les finances, les assurances, les affaires immobilières et la location.

Quant aux secteurs de l'administration publique et des services personnels, l'administration publique a affiché une baisse légère mais constante, alors que la part des autres industries est demeurée constante en général (figure 22).





Intensité de l'emploi

Enfin, on a utilisé des quotients de localisation (QL) pour comparer l'intensité de l'emploi dans les RRPV, pour les divers groupes d'industries, à l'emploi de ces mêmes groupes dans l'ensemble du Canada. Un quotient de localisation sert à déterminer le degré de spécialisation ou d'intensité en comparant la concentration des emplois d'une industrie donnée dans une « région » particulière (c.-à-d. les RRPV) à la concentration des emplois de cette industrie dans la structure spatiale la plus vaste qui puisse s'appliquer, à savoir la province ou le pays.

- Un QL de 100 équivaut à une intensité égale.
- Un pointage supérieur à 100 indique une intensité supérieure et, par le fait même, une spécialisation pour ce secteur.
- Un pointage inférieur à 100 révèle une intensité moindre.

Il est important de noter qu'une variation du QL peut désigner un changement dans une « région » particulière ou une entité spatiale plus vaste et doit, par conséquent, être interprétée avec prudence.

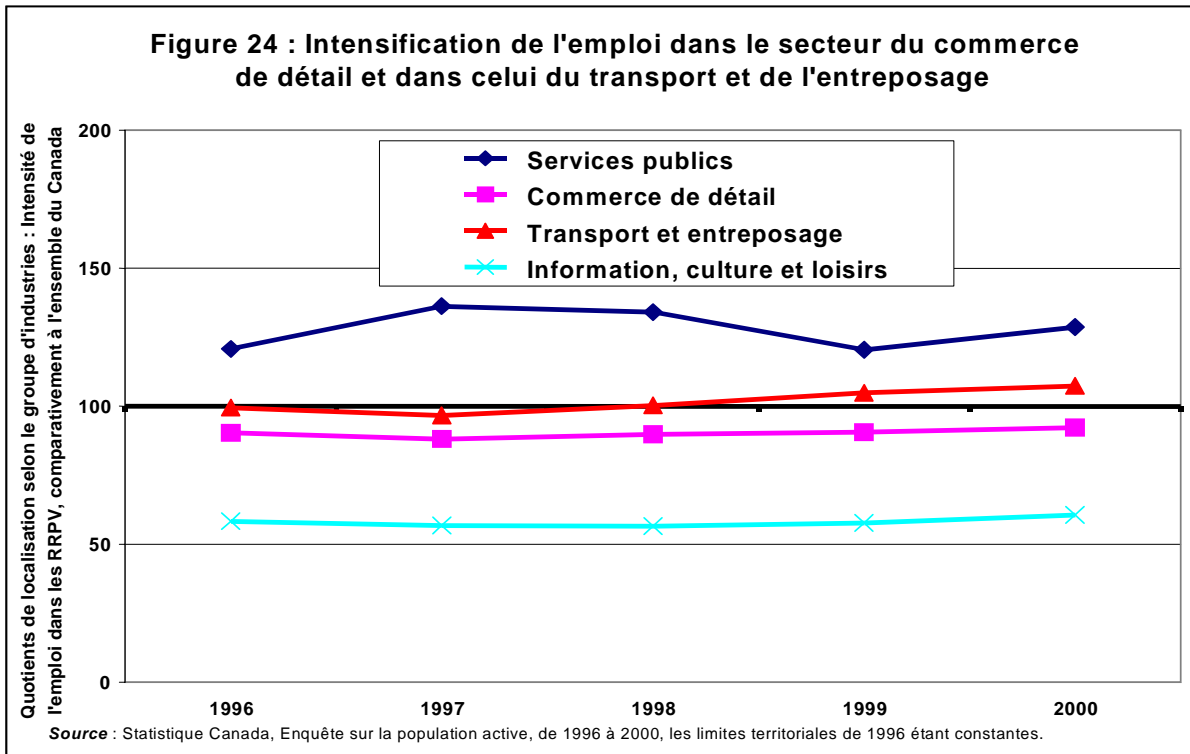
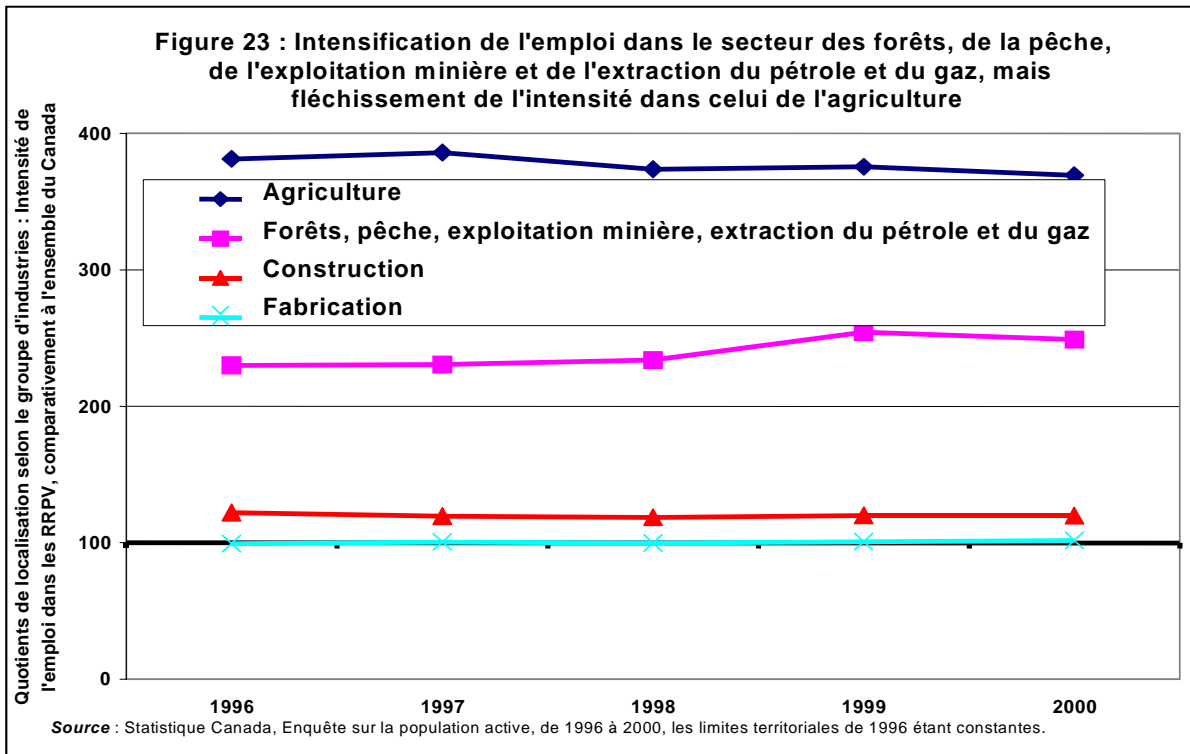
Entre 1987 et 1994, le secteur primaire a obtenu dans l'ensemble un pointage élevé qui a varié entre 307 et 330. On pouvait s'y attendre, car le secteur primaire a un rapport direct avec les RRPV. Il était également prévisible que dans les RRPV, les QL de l'emploi pour le secteur de l'agriculture et celui de l'exploitation forestière, de la pêche, de l'exploitation minière, de l'extraction du pétrole et du gaz continuent d'être élevés entre 1996 et 2000, bien que l'intensité dans le secteur de l'agriculture ait légèrement fléchi, contrairement à celle de l'exploitation forestière, de la pêche, de l'exploitation minière, de l'extraction de pétrole et du gaz qui s'est légèrement accrue (figure 23). L'intensité de l'emploi dans les RRPV s'est accrue dans l'industrie de la construction entre 1987 et 1994 et s'est maintenue au-dessus de la moyenne canadienne. Les industries manufacturières ont également connu une plus grande intensité, bien que celle-ci soit demeurée sous la moyenne canadienne. Entre 1996 et 2000, l'intensité de l'emploi dans l'industrie de la construction a cessé de s'accroître, mais est demeurée supérieure à la moyenne canadienne. On a également remarqué cette constance dans les industries manufacturières, mais il est important de noter que l'intensité de l'emploi dans les RRPV dans ce secteur d'activité des RRPV était égale à celle de l'ensemble du Canada. Veuillez prendre note qu'en raison de ce pointage élevé du QL pour les secteurs de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche, de l'exploitation minière et de l'extraction du pétrole et du gaz, le graphique comporte une échelle Y différente des trois autres diagrammes du présent volet. Il ne faudra pas oublier d'en tenir compte lorsque vous comparerez visuellement les graphiques.

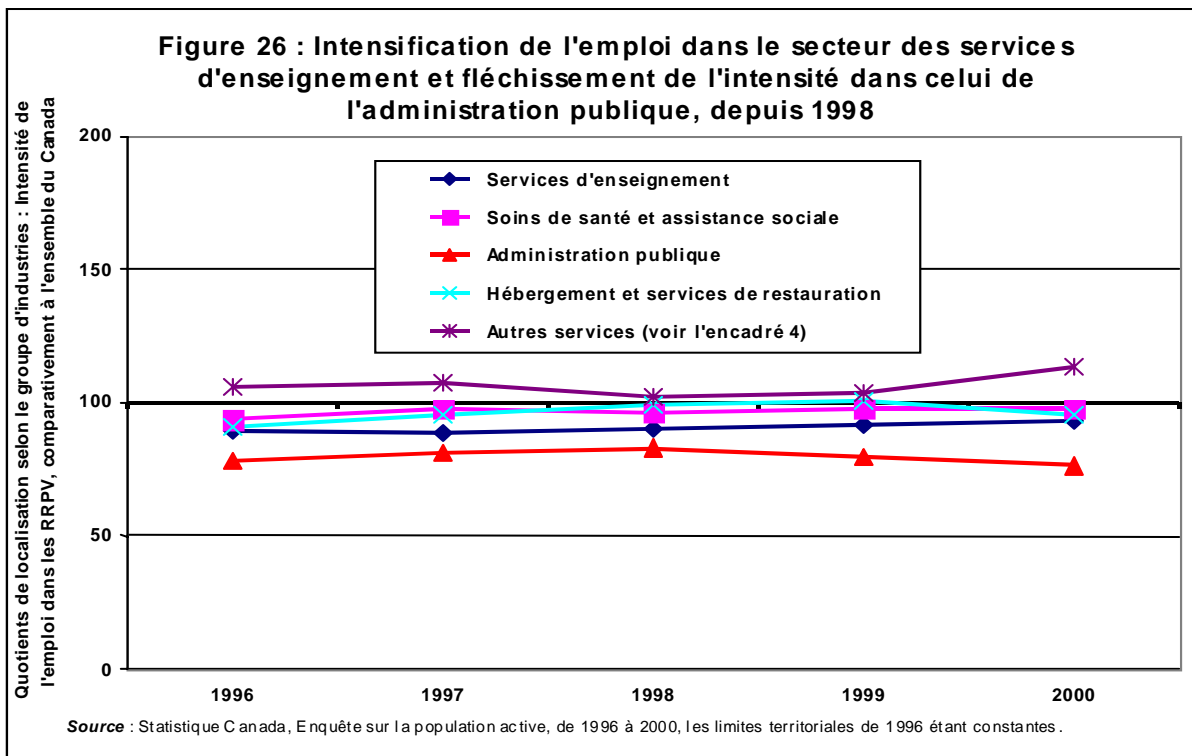
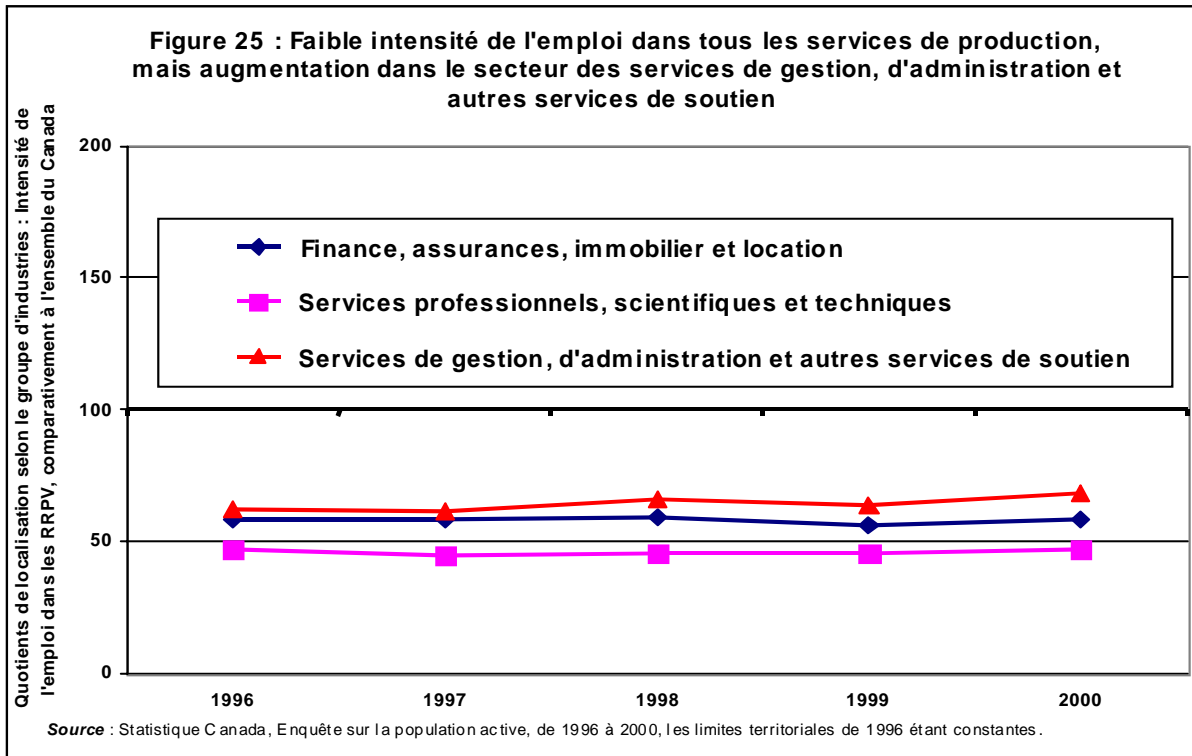
De 1987 à 1994, les secteurs de service dans leur ensemble ont affiché un QL inférieur à 100. Toutefois, au cours de cette période, l'intensité s'est accrue dans le secteur des services de distribution, les pointages du QL étant passés de 86 à 90 environ. Dans ce secteur,

l'intensité de l'emploi dans les services publics a été inégale entre 1996 et 2000, mais est demeurée au-dessus de la moyenne canadienne (figure 24). L'intensité de l'emploi dans les services de transport et d'entreposage dans les RRPV a enregistré une croissance de plus en plus forte, mais inférieure à la moyenne canadienne de 1997 et supérieure à celle de 1999 et 2000. Les secteurs du commerce de détail, des arts, des divertissements et des loisirs ont témoigné d'une intensité essentiellement constante, bien qu'inférieure à la moyenne canadienne, particulièrement dans le secteur des arts, des divertissements et des loisirs, où l'intensité correspondait à environ 60 % de la moyenne canadienne.

Entre 1987 et 1994, les services de production ont enregistré, une très faible intensité de l'emploi dans les RRPV. Toutefois, ce secteur a réussi à relever le pointage du QL de 50 à 57 points au cours de cette période. Bien que le pointage du QL soit resté faible pour toutes les industries du secteur des services de production de 1996 à 2000, il s'est maintenu ou même accru (figure 25) dans tous les cas. Le pointage du QL pour le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques s'est maintenu essentiellement sous la barre des 50 points, et celui des finances, des assurances, des affaires immobilières et de la location sous les 60 points. Par opposition, on a observé un plus grand nombre d'occasion d'emploi dans le secteur des services de gestion de sociétés, des services administratifs et des services de soutien.

Un fléchissement de l'intensité a été enregistré dans le secteur des services sociaux et celui des services personnels entre 1987 et 1994 (glissement à partir d'un pointage légèrement supérieur à 90 à un pointage légèrement inférieur à ce chiffre). Ce déclin semble avoir cessé entre 1996 et 2000. Pour cette même période, le secteur des autres services a enregistré un pointage de QL supérieur à 100 (figure 26), alors que le secteur des services d'éducation et celui des soins de santé et de l'assistance sociale ont obtenu un pointage de QL inférieur à 100. Dans ces deux derniers cas, on a toutefois noté une augmentation constante depuis 1998. L'emploi dans le secteur de l'administration publique s'est intensifié jusqu'en 1998, puis on a observé une diminution de l'intensité en 1999 et 2000. De même, le secteur de l'hébergement et des services de restauration a connu une intensification de l'emploi entre 1996 et 1999, mais un recul en 2000.





Enfin, dans le présent document, on examine l'application des trois paramètres sélectionnés précédemment pour la période de 1996 à 2000 par rapport à la performance de l'emploi dans les RRPV pour des industries précises. Cette comparaison entraînera une meilleure évaluation de la situation actuelle de ces secteurs dans les RRPV du Canada.

Dans les industries manufacturières, on a enregistré une croissance annuelle de l'emploi en chiffres absolus dans les RRPV, une augmentation de la part de l'emploi dans l'ensemble des RRPV et une intensité constante et égale de l'emploi comparativement à l'ensemble du Canada. On peut donc en conclure que dans les industries manufacturières, l'emploi est assez vigoureux dans les RRPV du Canada.

De même, l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage a connu une croissance annuelle en chiffres absolus, une part de plus en plus grande de l'emploi total dans les RRPV et une intensification de l'emploi comparativement à l'ensemble du Canada, alors que le pointage du QL, qui était inférieur à 100 en 1996 et 1997, s'est élevé au-dessus de ce seuil en 1999 et 2000. Par conséquent, on peut également en conclure que l'emploi dans le secteur du transport et de l'entreposage affiche une certaine vigueur dans les RRPV du Canada.

Les constatations sont les mêmes dans le cas du secteur des services de gestion de sociétés, des services administratifs et autres services de soutien, alors que l'emploi s'est accru annuellement en chiffres absolus, que la part de l'emploi dans les RRPV a légèrement augmenté, et qu'il y a eu une faible intensification de l'emploi comparativement à l'ensemble du Canada. On peut donc dire que dans les RRPV du Canada, la situation de l'emploi s'améliore dans le secteur des services de gestion de sociétés, des services administratifs et autres services de soutien.

Par contraste, le nombre d'emplois en chiffres absolus dans le secteur des finances, des assurances, des affaires immobilières et de la location a diminué en 1998 et 1999, la part des emplois dans les RRPV a diminué et le faible pointage du QL a légèrement reculé. Il semblerait donc que ce groupe enregistre de piètres résultats dans les RRPV.

5) Conclusion

Le présent document a examiné l'évolution de l'emploi au Canada et dans les provinces entre 1996 et 2000. Trois grands volets ont été abordés, à savoir :

- les taux d'emploi et de chômage au Canada et dans les provinces;
- les taux d'emploi des jeunes selon le sexe, dans les RRPV, pour l'ensemble du Canada;
- l'emploi dans les RRPV selon le groupe d'industries pour l'ensemble du Canada.

Le premier volet, qui portait sur l'ensemble du Canada, a démontré que les taux d'activité et d'emploi dans les RRPV ont été constamment inférieurs aux taux enregistrés dans les GCU. Toutefois, au cours de cette période quinquennale, les RRPV ont connu une augmentation des taux d'emploi similaire à celle des GCU. On a observé une baisse du taux de chômage, tant dans les RRPV que dans les GCU, mais la diminution a été légèrement moins marquée dans les RRPV.

Sur le plan provincial, les RRPV du Québec et des provinces de l'Atlantique ont affiché des taux d'emploi inférieurs et des taux de chômage supérieurs à la moyenne canadienne dans

les RRPV, contrairement à l'Ontario et aux provinces de l'Ouest, qui ont vécu une situation inverse. Il semblerait toutefois que l'écart entre les provinces s'amoinde. Les taux d'emploi dans les RRPV des provinces de l'Atlantique, particulièrement à Terre-Neuve et en Nouvelle-Écosse, ont grimpé plus rapidement que la moyenne des RRPV du Canada. Par ailleurs, les taux de chômage dans les RRPV des provinces de l'Atlantique, particulièrement à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, ont chuté plus rapidement que dans la moyenne des RRPV du Canada. Par contre, les taux d'emploi dans les RRPV des provinces de l'Ouest se sont maintenus, se rapprochant ainsi de la moyenne des RRPV du Canada. En outre, les taux de chômage ont diminué plus lentement que les taux de chômage de la moyenne canadienne. En fait, on a enregistré une augmentation du taux de chômage en Colombie-Britannique.

Dans le deuxième volet, l'auteur s'est penché sur les tendances de l'emploi, selon le sexe, chez les jeunes et dans l'ensemble de la population dans les RRPV et les GCU. On a constaté que les RRPV affichaient des taux d'activité et d'emploi plus faibles et des taux de chômage plus élevés. Comparativement aux GCU, l'écart entre les taux de chômage était toutefois relativement plus faible. Les jeunes ont affiché des taux d'activité et d'emploi plus faibles et des taux de chômage plus élevés que ceux de l'ensemble de la population. L'écart entre les taux de chômeurs chez les jeunes et dans l'ensemble de la population était particulièrement marqué, alors que les taux observés chez les jeunes étaient supérieurs de cinq points en moyenne. Tant chez les jeunes que dans l'ensemble de la population, les taux de chômage ont diminué plus rapidement dans les GCU.

La comparaison entre les jeunes hommes et les jeunes femmes vivant dans les RRPV et les GCU a révélé que les taux d'activité des femmes étaient en général plus faibles, particulièrement dans les RRPV. On a constaté la même tendance pour ce qui est des taux d'emploi, alors que les femmes des RRPV ont enregistré des taux sensiblement plus faibles que les autres groupes. Toutefois, comparativement aux taux d'activité, les taux d'emploi des femmes des GCU correspondaient beaucoup plus à ceux des hommes. Il est intéressant de noter que, malgré les taux d'activité relativement moindres chez les jeunes femmes des RRPV et des GCU (c.-à-d. faibles taux d'emploi et d'activité), les taux de chômage chez les jeunes femmes étaient inférieurs à ceux des jeunes hommes et à ceux de la population masculine en général. Dans l'ensemble, on a relevé une baisse des taux de chômage chez les jeunes depuis 1997, plus particulièrement dans les GCU.

Enfin, on a examiné la performance de l'emploi de divers groupes d'industries selon l'emploi dans les RRPV du Canada. Les industries manufacturières et les services de transport et d'entreposage ont connu une croissance annuelle de l'emploi, une part de plus en plus grande de l'emploi dans les RRPV et une intensification constante ou accrue de l'emploi, comparativement à l'ensemble du Canada. Il semble donc que la performance de ces groupes d'industries se soit améliorée dans les RRPV du Canada. De même, le secteur des services de gestion de sociétés, des services administratifs et autres services de soutien a affiché une croissance annuelle positive, une part de l'emploi à la hausse dans les RRPV et une progression lente mais constante de l'emploi. Il s'agit donc d'une amélioration de la performance. Par opposition, il semble que la situation du secteur des finances, des assurances, des affaires immobilières et de la location se soit détériorée dans les RRPV du Canada.

Annexe

Tableau 1 : Tendances en matière d'emploi et de chômage, pour le groupe des 25 à 54 ans, dans les régions rurales et petites villes ainsi que dans les grands centres urbains, pour le Canada et les provinces, de 1996 à 2000

	Type de région	1996	1997	1998	1999	2000
CANADA						
Niveau d'emploi	Grands centres urbains	8 191 200	8 418 200	8 625 100	8 770 200	8 960 700
	Régions rurales et petites villes	1 913 100	1 972 200	2 012 400	2 076 700	2 104 200
Variation annuelle en pourcentage	Grands centres urbains	*	2,8	2,5	1,7	2,2
	Régions rurales et petites villes	*	3,1	2,0	3,2	1,3
Taux d'emploi	Grands centres urbains	76,8	78,0	79,0	79,8	80,7
	Régions rurales et petites villes	73,4	74,4	75,5	76,6	77,1
	Écart	3,4	3,6	3,5	3,2	3,6
Taux de chômage	Grands centres urbains	8,6	7,6	6,8	6,1	5,4
	Régions rurales et petites villes	9,1	9,0	8,2	7,7	7,2
	Écart	0,5	1,4	1,4	1,6	1,8
TERRE-NEUVE						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	46,8	48,4	51,5	55,6	54,3
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	22,7	23,5	21,8	21,3	22,0
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	70,0	67,9	69,5	69,1	72,5
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	17,9	20,5	17,8	19,2	16,7
NOUVELLE-ÉCOSSE						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	66,7	68,4	70,6	72,6	72,8
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	12,5	12,2	10,5	9,5	9,7
NOUVEAU-BRUNSWICK						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	64,4	65,4	66,5	67,0	68,3
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	11,0	13,7	13,6	12,2	12,0
QUÉBEC						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	67,9	69,8	70,4	72,3	73,1
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	11,9	11,8	10,5	9,6	8,9
ONTARIO						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	78,5	78,9	80,4	82,1	82,7
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	7,5	7,2	5,9	4,5	4,3
MANITOBA						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	82,0	82,5	83,3	83,1	84,0
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	4,5	3,7	3,9	4,4	3,9
SASKATCHEWAN						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	82,4	84,0	83,8	83,1	83,9
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	5,1	4,2	4,4	5,2	4,2
ALBERTA						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	84,8	84,2	84,1	83,4	83,1
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	4,2	3,7	4,4	4,4	4,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE						
Taux d'emploi	Régions rurales et petites villes	77,4	77,8	78,9	78,3	77,7
Taux de chômage	Régions rurales et petites villes	7,9	6,8	7,5	8,1	7,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000.

* Sans objet.

« Grands centres urbains » désigne les régions métropolitaines de recensement (RMR) et les agglomérations de recensement (AR).

« Régions rurales et petites villes » désigne les régions autres que les RMR et AR.

Tableau 3 : Tendances en matière d'emploi dans les régions et petites villes (RRPV) du Canada, par groupe d'industries, de 1996 à 2000

Groupes d'industries	Emploi total dans les RRPV				
	1996	1997	1998	1999	2000
Agriculture	315 800	313 300	310 100	301 700	265 500
Forêts, pêche, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz	131 000	134 000	133 600	133 300	135 900
Construction	169 700	169 400	169 900	182 300	188 900
Fabrication	373 400	395 300	409 100	438 200	447 600
Services publics	29 300	30 900	30 100	27 300	28 900
Commerce de détail	370 100	364 600	375 400	399 000	412 600
Transport et entreposage	130 600	131 100	139 300	152 800	161 600
Information, culture et loisirs	65 700	66 900	67 500	71 200	77 800
Finance, assurances, immobilier et location	98 300	98 700	97 200	94 200	97 300
Services professionnels, scientifiques et techniques	63 700	67 700	75 000	80 100	85 100
Services de gestion (1)	51 400	52 800	61 100	63 200	72 100
Services d'enseignement	157 800	157 400	163 100	176 300	174 800
Soins de santé et assistance sociale	254 000	264 500	265 900	275 600	287 300
Administration publique	123 500	125 000	125 700	121 100	112 200
Hébergement et services de restauration	151 000	162 200	177 400	182 000	176 400
Autres services	135 100	142 900	140 600	146 700	152 500
	Variation annuelle en pourcentage de l'emploi dans les RRPV				
	1996	1997	1998	1999	2000
Agriculture	*	-0,8	-1,0	-2,7	-12,0
Forêts, pêche, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz	*	2,3	-0,3	-0,2	2,0
Construction	*	-0,2	0,3	7,3	3,6
Fabrication	*	5,9	3,5	7,1	2,1
Services publics	*	5,5	-2,6	-9,3	5,9
Commerce de détail	*	-1,5	3,0	6,3	3,4
Transport et entreposage	*	0,4	6,3	9,7	5,8
Information, culture et loisirs	*	1,8	0,9	5,5	9,3
Finance, assurances, immobilier et location	*	0,4	-1,5	-3,1	3,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	*	6,3	10,8	6,8	6,2
Services de gestion (1)	*	2,7	15,7	3,4	14,1
Services d'enseignement	*	-0,3	3,6	8,1	-0,9
Soins de santé et assistance sociale	*	4,1	0,5	3,6	4,2
Administration publique	*	1,2	0,6	-3,7	-7,3
Hébergement et services de restauration	*	7,4	9,4	2,6	-3,1
Autres services	*	5,8	-1,6	4,3	4,0
	Emploi dans les RRPV, par industrie, en tant que pourcentage de l'emploi total dans les RRPV				
	1996	1997	1998	1999	2000
Agriculture	12,1	11,7	11,3	10,6	9,2
Forêts, pêche, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz	5,0	5,0	4,9	4,7	4,7
Construction	6,5	6,3	6,2	6,4	6,6
Fabrication	14,2	14,8	14,9	15,4	15,6
Services publics	1,1	1,2	1,1	1,0	1,0
Commerce de détail	14,1	13,6	13,7	14,0	14,3
Transport et entreposage	5,0	4,9	5,1	5,4	5,6
Information, culture et loisirs	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7
Finance, assurances, immobilier et location	3,8	3,7	3,5	3,3	3,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	2,4	2,5	2,7	2,8	3,0
Services de gestion (1)	2,0	2,0	2,2	2,2	2,5
Services d'enseignement	6,0	5,9	6,0	6,2	6,1
Soins de santé et assistance sociale	9,7	9,9	9,7	9,7	10,0
Administration publique	4,7	4,7	4,6	4,3	3,9
Hébergement et services de restauration	5,8	6,1	6,5	6,4	6,1
Autres services	5,2	5,3	5,1	5,2	5,3
	Quotients de localisation par groupe d'industries : intensité de l'emploi dans les RRPV, comparativement à l'ensemble du Canada				
	1996	1997	1998	1999	2000
Agriculture	381,4	385,9	373,7	375,6	369,3
Forêts, pêche, exploitation minière, extraction du pétrole et du gaz	230,1	230,6	233,9	254,5	248,9
Construction	122,1	119,5	118,6	120,2	120,0
Fabrication	99,3	100,6	99,8	100,9	101,7
Services publics	120,7	136,3	134,1	120,4	128,7
Commerce de détail	90,4	88,1	89,8	90,6	92,3
Transport et entreposage	99,5	96,7	100,3	104,8	107,4
Information, culture et loisirs	58,3	56,8	56,5	57,7	60,6
Finance, assurances, immobilier et location	58,1	58,1	58,7	55,8	58,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	46,6	44,7	45,5	45,2	46,6
Services de gestion (1)	62,3	61,3	65,6	63,6	68,4
Services d'enseignement	89,2	88,6	90,0	91,6	92,9
Soins de santé et assistance sociale	93,6	97,9	96,2	97,5	97,6
Administration publique	78,3	80,9	83,0	79,9	76,4
Hébergement et services de restauration	90,8	95,4	99,2	100,5	95,2
Autres services	105,7	107,4	102,0	103,8	113,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, de 1996 à 2000.

* Sans objet

(1) « Services de gestion » désigne les services de gestion, d'administration et autres services de soutien.

Références bibliographiques

Beshiri, R et Bollman, Ray D. (2001) **Situation relative à l'emploi dans les régions rurales et les petites villes : Structure par industrie** (Ottawa : Statistique Canada, Document de travail sur l'agriculture et le milieu rural n° 50, n° 21-601-MIF au catalogue).

Neil Rothwell fait de la recherche dans la Section de la recherche et des données rurales de la Division de l'agriculture, Statistique Canada. Il peut être contacté au (613) 951-3719 ou à neil-anthony.rothwell@statcan.ca.

Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada (Cat. n° 21-006-XIF)

Volume 1

n° 1 : Croissance démographique observée dans les régions et les petites villes dans les années 90

Robert Mendelson et Ray D. Bollman

n° 2 : Tendances de l'emploi au sein de la population active non métropolitaine

Robert Mendelson

n° 3 : La composition des établissements commerciaux dans les petites et les grandes collectivités du Canada

Robert Mendelson

n° 4 : Les régimes de dépenses des ménages ruraux et urbains, 1996

Jeff Marshall et Ray D. Bollman

n° 5 : A quelle distance se trouve le plus proche médecin?

Edward Ng, Russell Wilkins, Jason Pole et Owen B. Adams

n° 6 : Les facteurs associés à la croissance économique locale

Ray D. Bollman

n° 7 : Utilisation de l'ordinateur et d'Internet par les membres des ménages ruraux

Margaret Thompson-James

n° 8 : Tendances géographiques de bien-être socio-économique des collectivités de premières nations

Robin P. Armstrong

Bulletin d'analyse – Régions rurales et petites villes du Canada (Cat. n° 21-006-XIF)

Volume 2

- n° 1 : Facteurs liés aux taux d'emploi des femmes dans les régions rurales et les petites villes du Canada**
Esperanza Vera-Toscano, Euan Phimister et Alfons Weersink
- n° 2 : Structure démographique et variation de la population dans les régions essentiellement rurales**
Roland Beshiri et Ray D. Bollman
- n° 3 : Migration des jeunes ruraux entre 1971 et 1996**
Juno Tremblay
- n° 4 : Conditions d'habitation dans les régions essentiellement rurales**
Carlo Rupnik, Juno Tremblay et Ray D. Bollman
- n° 5 : Évaluation du bien-être économique des canadiens ruraux au moyen d'indicateurs de revenu**
Carlo Rupnik, Margaret Thompson-James et Ray D. Bollman
- n° 6 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada—Un aperçu**
Roland Beshiri
- n° 7 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur primaire**
Roland Beshiri
- n° 8 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur manufacturier**
Roland Beshiri

Volume 3

- n° 1 : Structure de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada: Le secteur des services à la production**
Roland Beshiri
- n° 2 : Urbanisation des terres agricoles**
Nancy Hofmann
- n° 3 : Définitions de « rural »**
Valérie du Plessis, Roland Beshiri, Ray D. Bollman et Heather Clemenson